

Règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides

Table des matières

1.	Conditions fixées pour les requérant-e-s et la soumission des requêtes	5
I.	Engagement, taux d'occupation et volume de l'activité de recherche	5
1.1	Justification, garantie d'engagement	5
1.2	Recherche clinique, recherche dans les musées et les archives	5
1.3	Chercheuses et chercheurs indépendants	6
1.4	Éméritat, départ à la retraite	6
1.5	Engagement dans un établissement de recherche	6
II.	Constellations institutionnelles	7
1.6	Institutions dotées d'une assise internationale	7
1.7	Recherches effectuées à l'étranger	7
1.8	Coopérations, financements ou cofinancements	7
1.9	Accords contractuels	8
III	Qualification scientifique et autres conditions d'admission	8
1.10	Doctorat et expérience scientifique comparable	8
1.11	Prolongation du délai d'admission à soumettre une requête	8
IV.	Rôles lors du dépôt de requête	8
1.12	Requérant-e-s et partenaires de projet	8
1.13	Incompatibilité du rôle de bénéficiaire de subsides et de celui de collaboratrice ou collaborateur d'un projet financé par le FNS	9
V.	Autres dispositions pour la soumission des requêtes	9
1.14	Adresse de notification suisse	9
1.15	Dépôt électronique des requêtes et respect des échéances	9
1.16	Langue de la requête	10
1.17	Intégrité scientifique	10
1.18	Conflits d'intérêts	11
1.19	Exclusion des subsides concomitants	11
1.20	Autres sources de financement	11
2.	Frais imputables	11
2.1	Principes	11
2.2	Détermination des subsides et réductions	11
2.3	Budget global	12
2.4	Utilisation du budget, mutations	12

2.5	Salaires des collaboratrices et des collaborateurs	12
2.6	Salaires des requérant-e-s	12
2.7	Frais d'exploitation : principes	13
2.8	Frais d'exploitation : matériel de valeur durable, appareils	13
2.9	Frais d'exploitation : voyages	13
2.10	Frais d'exploitation : dépenses de tiers : frais des partenaires de projets	14
2.11	Frais d'exploitation : dépenses de tiers : sous-traitance	14
2.12	Frais d'exploitation : temps de traitement et données	14
2.13	Frais d'exploitation: frais de mise à disposition des données de recherche (Open Research Data).	14
2.14	Frais d'exploitation : frais de fonctionnement	15
2.15	Coûts directs pour l'utilisation d'infrastructures	15
2.16	Coûts pour les publications scientifiques électroniques en libre accès	15
2.17	Réunions et ateliers	16
2.18	Frais liés à des mesures favorisant la carrière : Flexibility Grant	16
2.19	Frais liés à des mesures favorisant la carrière : subside de mobilité	16
2.20	Frais liés à des mesures favorisant la carrière : Research Time pour clinicien-nes	16
2.21	Frais pour mesures d'encouragement d'égalité des chances : subside égalité	16
2.22	Autres frais imputables : frais de collaboration	17
2.23	Autres frais imputables : décharge d'enseignement	17
3.	Recherche transfrontalière	17
3.1	Money follows Co-operation Line	17
3.2	Procédure Lead Agency	18
3.3	Money follows researcher	18
3.4	Autres dispositions : collaboratrices et collaborateurs étrangers	19
4.	Déblocage du subside, début et achèvement du projet	19
4.1	Déblocage des subsides, début du projet	19
4.2	Subsides pour l'achèvement du projet	19
5.	Gestion générale des subsides	19
5.1	Gestion des subsides : service de gestion des subsides	19
5.2	Droits et obligations lors de la gestion des subsides	20
5.3	Modification du lieu de recherche et Money follows researcher	20
6.	Instructions spéciales pour la gestion des subsides	21
6.1	Rubriques du budget global	21
6.2	Avances	21
6.3	Quittances	21
6.4	Dépenses supplémentaires et frais supplémentaires de personnel	21
6.5	Solde actif, restitution des subsides non utilisés	22
6.6	Solde passif	22
6.7	Responsables financiers du FNS	22
7.	Emploi de collaboratrices et de collaborateurs	22
7.1	Emploi de collaboratrices et de collaborateurs	22
7.2	Catégories de collaboratrices et de collaborateurs	23
7.3	Durée d'engagement, élargissement du créneau temporel	23
7.4	Taux d'occupation minimal	24
7.5	Fourchettes salariales	24
7.6	Conditions minimales pour les doctorant-e-s et postdoctorant-e-s	24
7.7	Mutations de personnel	25
7.8	Contrat de travail des collaboratrices et des collaborateurs, obligations des bénéficiaires de subsides	25
7.9	Charges, prestations sociales et allocations	25

7.10	Poursuite du versement du salaire et frais supplémentaires	26
7.11	Congé maternité et adoption	26
7.12	Prolongation de la durée du subside	26
8.	Obligation d'informer	27
8.1	Signalement des changements	27
8.2	Obligation d'observation des informations	27
8.3	Résumés vulgarisés et mots clés	27
8.4	Banque de données des projets de recherche	27
9.	Obligation de remettre des rapports	28
9.1	Remise des rapports ; principes	28
9.2	Rapports financiers	29
9.3	Rapports scientifiques	29
9.4	Distinction par rapport aux résumés vulgarisés	29
10.	Contrôles et sanctions	29
10.1	Procédure de contrôle	29
10.2	Sanctions	30
10.3	Lancement de la procédure, droit d'être entendu	30
10.4	Nature et étendue des sanctions	30
10.5	Protection des dénonciateurs d'abus, dénonciation spontanée	30
10.6	Communications à des tiers	31
11.	Droits relatifs aux résultats, à la mise en valeur, à la publication et à la mise à disposition des résultats issus de la recherche	31
11.1	Droits de propriété intellectuelle, principes	31
11.2	Utilisation à des fins commerciales, brevets et droits protégés	31
11.3	Droits des collaboratrices et des collaborateurs	31
11.4	Droits relatifs au matériel de valeur durable	32
11.5	Principes de la valorisation	32
11.6	Standards de qualité	32
11.7	Branding des projets FNS et des programmes	33
11.8	Données utiles à des recherches ultérieures	33
11.9	Open Access (OA) : principe	33
11.10	OA : obligation	33
11.11	OA : forme et délais	34
11.12	OA : droits d'exploitation	34
11.13	OA : exceptions	34
11.14	OA : soutien du FNS	35
12.	Autres dispositions	35
12.1	Responsabilités	35
12.2	Assurances	35
12.3	Taxe sur la valeur ajoutée	35
13.	Dispositions finales	35
13.1	Abrogation et intégration du droit en vigueur	35
13.2	Dispositions transitoires	36
13.3	Entrée en vigueur	36

Annexes

Annexe 1 :	Règles d'utilisation de mySNF	37
Annexe 2 :	Subsides pour les publications scientifiques électroniques en libre accès	40
Annexe 3 :	Subsides pour réunions	45
Annexe 4 :	Flexibility Grants (anciennement Mesures d'allègement 120%)	46
Annexe 5 :	Subsides de mobilité pour doctorant-e-s dans des projets de recherche soutenus par le FNS	50
Annexe 6 :	Protected Research Time for Clinicians	53
Annexe 7 :	Frais pour mesures d'encouragement d'égalité des chances : subside égalité	55
Annexe 8 :	Subsides en vue de réduire des charges d'enseignement	56
Annexe 9 :	Services de gestion des subsides reconnus	57
Annexe 10a :	Accord de collaboration avec les services de gestion des subsides	61
Annexe 10b :	Convention sur la gestion d'un subside	64
Annexe 11 :	Personnes de contact au FNS (responsables financiers des secrétariats)	67
Annexe 12 :	Fourchettes salariales, directives pour les collaboratrices et collaborateurs, et charges sociales forfaitaires	69
Annexe 13 :	Contrat-type de travail	72

Règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides

du 9 décembre 2015

Le Conseil national de la recherche,

vu l'article 48 du règlement des subsides du 27 février 2015¹,

édicte le règlement suivant :

1. Conditions fixées pour les requérant-e-s et la soumission des requêtes

I. Engagement, taux d'occupation et volume de l'activité de recherche

1.1 Justification, garantie d'engagement

(Art. 10, al. 2 et 5, let. e du règlement des subsides)

¹ Les requérant-e-es doivent justifier d'un engagement pour la durée du projet de recherche déposé.

² En règle générale, la justification visée à l'alinéa 1 est constituée par une déclaration personnelle. Le FNS peut exiger que des documents de confirmation lui soient fournis dans le cadre de certains instruments d'encouragement.

³ Si l'engagement n'est que garanti ou n'a pas encore pris effet, une assurance écrite ou le contrat de travail doivent en règle générale être présentés. La plausibilité de l'engagement envisagé doit dans tous les cas être démontrée.

⁴ Si la justification ou la garantie d'engagement apportée ne couvre pas l'ensemble de la durée du projet de recherche déposé, le FNS entre en matière sur la requête si le projet de recherche déposé doit démarrer dans le cadre d'un engagement à un poste menant à une qualification scientifique dont la durée est fixée en fonction de la procédure de qualification en vigueur dans l'institution de recherche.

1.2 Recherche clinique, recherche dans les musées et les archives

(Art. 10, al. 3 du règlement des subsides)

¹ Les dispositions spécifiques du présent chapitre s'appliquent quant au volume minimal de l'activité scientifique requis des chercheuses et des chercheurs dont l'activité de recherche scientifique et d'enseignement s'exerce habituellement dans le cadre d'une autre activité professionnelle. Pour ces chercheuses et ces chercheurs, le volume minimal de travail scientifique peut être inférieur à 50% (sur la base d'un taux d'occupation de 100%).

² Sont considérés comme des chercheuses et des chercheurs conformément aux termes de l'alinéa 1 :

- a. les chercheuses et les chercheurs effectuant des recherches cliniques ;
- b. les employé-e-s de musées ou d'archives.

³ Un engagement auprès d'un établissement de recherche du domaine des hautes écoles ou d'un établissement de recherche à but non lucratif situé en dehors du domaine des hautes écoles au sens de la LERI² doit exister. L'institution doit nommément afficher la poursuite d'un objectif de

¹ http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/allg_reglement_16_f.pdf

² Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation, RS 420.1

recherche et il est nécessaire que, en cas d'engagement auprès d'institutions de droit public et/ou privé, les responsables ou propriétaires ne tirent aucun avantage lucratif des activités de recherche.

⁴ Les chercheuses et les chercheurs définis aux termes de l'alinéa 1 doivent remplir les conditions formelles suivantes pour pouvoir déposer une requête auprès du FNS :

- a. leur engagement comprend un taux d'occupation minimal de 50% (calculé sur un temps plein de 100%) et ;
- b. ils exercent une activité de recherche et d'enseignement qui permet l'apport d'une contribution substantielle à un projet de recherche au sens de l'article 10, alinéa 6 du règlement des subsides.

1.3 Chercheuses et chercheurs indépendants

(Art. 10, al. 4 du règlement des subsides)

Les chercheuses et les chercheurs indépendants perçoivent un revenu grâce à leurs activités de recherche et sont autorisés à déposer une requête si

- a. ils apportent la preuve écrite que la recherche constitue leur principale activité professionnelle et correspond au moins à un volume de travail de 50% ; et
- b. que leurs travaux de recherche sont menés en Suisse ou en lien étroit avec la Suisse, cette dernière condition étant remplie dès lors que les activités et les revenus relatifs aux recherches effectuées sont soumis au droit suisse.

1.4 Éméritat, départ à la retraite

(Art. 10 du règlement des subsides)

¹ Après l'obtention d'un éméritat ou un départ à la retraite, les scientifiques ne sont plus admis à déposer une requête auprès du FNS. Le FNS n'entre pas en matière sur les requêtes correspondantes.

² Si l'éméritat est décerné ou que le départ à la retraite intervient pendant la durée de l'encouragement sollicité, le FNS n'entre pas non plus en matière sur la requête concernée.

³ Les personnes bénéficiant d'un éméritat ou d'une retraite et qui sont titulaires d'un poste satisfaisant aux exigences de l'article 10 du règlement des subsides restent autorisées à déposer une requête.

⁴ Le FNS s'appuie sur l'âge légal de la retraite défini par le droit suisse.

1.5 Engagement dans un établissement de recherche

(Art. 10, al. 2 du règlement des subsides)

¹ Une requête ne peut être déposée que lorsqu'il existe un engagement au sens juridique du terme, dans un établissement de recherche autorisé, à raison d'un taux d'activité d'au moins 50 %.

² Les autres relations entretenues avec un établissement de recherche, qu'il s'agisse de personnes engagés avec un taux d'occupation inférieur à 50%, de chargés de cours, de professeurs titulaires ou d'autres titres, de relations entretenues dans le cadre de coopérations ou d'invitations ne permettent pas en tant que telles le dépôt d'une requête lorsqu'il n'existe pas simultanément d'engagement au sens de l'alinéa 1.

II. Constellations institutionnelles

1.6 Institutions dotées d'une assise internationale

(Art. 10, al. 2 du règlement des subsides)

¹ Lorsqu'il existe un engagement au sein d'une institution dotée d'une assise internationale, le dépôt d'une requête exige que

- a. le siège de l'institution soit situé en Suisse ou, si son siège principal est situé à l'étranger, que la personne requérante soit engagée dans une filiale de l'institution juridiquement autonome et sise en Suisse ;
- b. les chercheuses et les chercheurs soient subordonnés au droit suisse pour toute la durée du projet de recherche en ce qui concerne leurs conditions de travail et leur régime d'assurances sociales et ;
- c. que l'institution ou sa filiale suisse juridiquement autonome dispose d'un financement de base majoritaire suisse (fonds publics de la Suisse).

1.7 Recherches effectuées à l'étranger

(Art. 10, al. 2 du règlement des subsides)

¹ Lorsque les activités de recherche sont partiellement ou entièrement effectuées à l'étranger, le dépôt d'une requête exige que

- a. les chercheuses et les chercheurs soient engagés selon le droit suisse pour un volume de travail d'au moins 50% dans une institution suisse pour toute la durée du projet de recherche ;
- b. le projet de recherche soit géré en Suisse ;
- c. la personne requérante à qui sont adressées les communications dispose d'une adresse de notification suisse sous réserve du chiffre 1.14 et ;
- d. qu'aucune incompatibilité avec les principes d'encouragement du FNS n'existe au niveau institutionnel, notamment en ce qui concerne les buts non commerciaux et l'indépendance de la recherche.

² Le FNS peut exiger des requérant-e-s qu'ils remplissent des conditions supplémentaires afférentes au lieu de recherche sis à l'étranger et notamment qu'ils fournissent la preuve du respect des standards techniques, juridiques et éthiques en vigueur en Suisse, en particulier en matière de recherche soumise à autorisation.

1.8 Coopérations, financements ou cofinancements

(Art. 10, al. 2 du règlement des subsides)

¹ Le fait qu'une institution de recherche sise à l'étranger soit financée ou cofinancée par des fonds mis à disposition par la Suisse n'autorise pas les chercheuses et les chercheurs qui y sont engagés à déposer une requête auprès du FNS.

² À l'inverse, si une institution sise en Suisse est financée ou cofinancée par des fonds mis à disposition par l'étranger, cette coopération n'autorise pas les chercheuses et les chercheurs engagés à l'étranger à déposer une requête auprès du FNS.

1.9 Accords contractuels

(Art. 10, al. 2 du règlement des subsides)

Les chercheuses et les chercheurs exerçant leur activité à l'étranger qui sont autorisés à déposer une requête auprès du FNS en raison d'un accord contractuel passé par le pays concerné avec la Suisse ou avec le FNS disposent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations que les chercheuses et les chercheurs exerçant leur activité en Suisse.

III Qualification scientifique et autres conditions d'admission

1.10 Doctorat et expérience scientifique comparable

(Art. 10, al. 5 et 6 du règlement des subsides)

¹ Si l'admission à soumettre des requêtes s'appuie sur l'obtention du doctorat, la date retenue est celle de la soutenance ou de l'acceptation officielle de la thèse.

² Pour justifier une expérience scientifique comparable, les requérant-e-s non titulaires d'un doctorat doivent en général apporter la preuve qu'une activité scientifique a été exercée à titre principal pendant une durée minimale de trois ans après l'obtention du diplôme universitaire.

1.11 Prolongation du délai d'admission à soumettre une requête

(Art. 10, al. 5 et 6 du règlement des subsides)

¹ Si l'admission à soumettre une requête est limitée par un délai défini, celui-ci peut être prolongé d'une durée maximale d'un an sur demande de la personne requérante.

² La personne requérante doit exposer au FNS les raisons de la prolongation demandée. Les raisons suivantes sont notamment reconnues comme des causes d'empêchement :

- a. congé de maternité, de paternité, d'adoption ou parental ;
- b. incapacité de travail due à une maladie ou un accident ;
- c. devoir d'assistance;
- d. services à la communauté, notamment service militaire ou civil ;
- e. formation continue, notamment stages, activité clinique ;
- f. activités préparatoires en lien avec la thèse, par exemple participation à des cours d'une école doctorale.

IV. Rôles lors du dépôt de requête

1.12 Requérant-e-s et partenaires de projet

(Art. 11, al. 2 du règlement des subsides)

¹ Les partenaires de projet et leur contribution au projet de recherche doivent être désignés dans la requête.

² La contribution des partenaires de projet est examinée dans son ensemble dans le cadre de la procédure d'évaluation.

³ La participation des partenaires de projet est autorisée lorsque leur contribution est nécessaire au projet de recherche et n'a pas de but lucratif pour objet. Sont notamment autorisés les

chercheuses et les chercheurs travaillant dans des hautes écoles, des institutions publiques et des organisations à but non lucratif. Les partenaires de projet travaillant dans des organisations à but lucratif sont autorisés dans la mesure où l'institution à but lucratif à laquelle ils sont rattachés ne retire aucun avantage financier direct de leur participation ou de leur contribution.

1.13 Incompatibilité du rôle de bénéficiaire de subsides et de celui de collaboratrice ou collaborateur d'un projet financé par le FNS

(Art. 11, al. 3 du règlement des subsides)

¹ Lors de la soumission d'une requête, il faut noter que les bénéficiaires de subsides ne peuvent pas être simultanément engagés comme collaboratrices ou collaborateurs dans un projet financé par le FNS.

² Le FNS n'entre pas en matière sur les requêtes qui prévoient des concomitances au sens de l'alinéa 1. Ceci vaut également lorsque la concomitance n'intervient que lors de la procédure de traitement des requêtes. Si la personne concernée met terme à la concomitance immédiatement après le dépôt de requête en se retirant du projet concerné, le FNS peut renoncer à sa non-entrée en matière.

³ Les collaboratrices et les collaborateurs dont le salaire est financé par le FNS peuvent également soumettre eux-mêmes une requête dans l'encouragement de carrière, avant que leur engagement financier n'arrive à expiration, s'ils mettent un terme, en cas d'autorisation de la requête, à leur statut de collaboratrice ou de collaborateur avant le début du projet.

V. Autres dispositions pour la soumission des requêtes

1.14 Adresse de notification suisse

(Art. 14 du règlement des subsides)

¹ Les requérant-e-s et les bénéficiaires de subsides doivent communiquer au FNS une adresse de notification suisse même si leur lieu de recherche et/ou leur domicile est situé à l'étranger.

² Si la communication d'une adresse de notification suisse n'est pas possible, le FNS a le droit de délivrer ses notifications par courriel sans que cela affecte leur caractère contraignant. En cas de procédure de recours, un domicile de notification suisse doit néanmoins impérativement être désigné.

1.15 Dépôt électronique des requêtes et respect des échéances

(Art. 14 du règlement des subsides)

¹ Les prescriptions du système d'administration du FNS s'appliquent pour le dépôt électronique des requêtes et le respect des échéances. Les règles d'utilisation de *mySNF* se trouvent à l'annexe 1.

² Une demande de subside est considérée comme déposée dans les délais impartis si elle parvient le dernier jour de l'échéance, ou à la date limite, à 17.00h heure suisse³ au FNS. Si le dernier jour de l'échéance ou la date limite sont un samedi, un dimanche ou un jour férié reconnu par la

³ Modifié par la décision du Conseil de la recherche du 12 juillet 2016, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2016.

législation fédérale, l'échéance s'achève ou est reportée à 17.00h heure suisse² du jour ouvrable suivant.

³ Le FNS peut, sur demande, traiter exceptionnellement une requête déposée après une date limite spécifique comme si elle lui avait été transmise dans les délais impartis lorsque

- a. la personne requérante n'est pas responsable du retard et que ce dernier est intervenu pour des raisons importantes immédiatement avant l'échéance à respecter ;
- b. la raison du retard est immédiatement notifiée au FNS ;
- c. la requête est transmise dans les plus brefs délais après l'échéance fixée par le FNS et que
- d. la raison du retard est dûment justifiée.

Sont considérées comme des raisons valables : pannes techniques de l'infrastructure du FNS, maladies aiguës sévères ou accident de la personne requérante, accident/maladie/décès de proches.

1.16 Langue de la requête

(Art. 14 du règlement des subsides)

¹ La partie scientifique de la requête des domaines scientifiques mentionnés ci-dessous doit être rédigée en langue anglaise pour autant que des instruments d'encouragement particuliers n'en disposent pas autrement :

- a. mathématiques ;
- b. sciences naturelles ;
- c. sciences de l'ingénieur ;
- d. biologie ;
- e. médecine ;
- f. psychologie ;
- g. sciences économiques ;
- h. sciences politiques.

² Lorsque la requête est rédigée dans l'une des langues officielles, il est possible d'y adjoindre une traduction anglaise du plan de recherche.

³ En sciences politiques, il est possible sur demande et dans les cas justifiés, notamment lorsqu'il est préférable d'effectuer le travail dans une langue officielle en raison des particularités de l'objet de recherche, de déposer le plan de recherche dans une langue officielle. Cette demande doit être déposée avec la requête. Si elle n'est pas justifiée ou que la requête ne peut pas être expertisée en externe, le FNS accorde à la requérante ou au requérant un délai adéquat pour fournir une traduction anglaise du plan de recherche.

1.17 Intégrité scientifique

(Art. 15 du règlement des subsides)

Les dispositions séparées édictées par le Conseil national de la recherche s'appliquent à la procédure relative aux fraudes scientifiques.⁴

⁴ http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/ueb_org_fehlverh_gesuchstellende_f.pdf

1.18 Conflits d'intérêts

(Art. 16 du règlement des subsides)

¹ Afin d'éviter les conflits d'intérêts, la règle de bonnes pratiques qui s'applique de manière générale veut que les personnes entretenant des relations familiales ou d'autres liens de proximité, notamment lorsqu'il existe des rapports de dépendance ou de hiérarchie, ne collaborent pas au même projet scientifique. Le FNS respecte la politique de l'emploi de l'employeur concerné.

² Les relations au sens de l'alinéa 1 doivent être signalées dans les requêtes. Les bonnes pratiques de gestion des conflits d'intérêts doivent être respectées durant toute la durée du projet de recherche autorisé.

³ Des courriers de confirmation, de référence et de soutien ou des documents similaires ne doivent pas être délivrés à des personnes proches au sens de l'alinéa 1. Si un tel document n'est pas remplacé par un document valable, le FNS n'entre pas en matière sur la requête.

1.19 Exclusion des subsides concomitants

(Art. 17 du règlement des subsides)

Le FNS n'entre pas en matière sur les requêtes lorsque leur autorisation engendrerait des subsides concomitants exclus au sens de l'article 17 du règlement des subsides ou d'autres dispositions du FNS.

1.20 Autres sources de financement

(Art. 18 du règlement des subsides)

¹ Le FNS n'entre pas en matière sur les requêtes de projets de recherche qui sont déjà entièrement financés par des tiers.

² Lorsque des requêtes sont parallèlement déposées auprès du FNS et de tiers, le FNS peut prendre en compte les fonds sollicités ou déjà alloués par d'autres sources.

2. Frais imputables

2.1 Principes

(Art. 28 du règlement des subsides)

¹ Les parts de frais du subside sollicité doivent être mentionnées dans la requête (budget).

² Seul le remboursement des frais imputables dans le cadre de l'instrument d'encouragement concerné peut être sollicité.

³ Les dispositions et conditions définies pour les différentes catégories de frais doivent être respectées dans le budget soumis. Les frais doivent dans tous les cas satisfaire au principe de la proportionnalité et de l'efficacité.

2.2 Détermination des subsides et réductions

(Art. 28 du règlement des subsides)

¹ Le budget soumis constitue la base sur laquelle se fonde la détermination des subsides.

² Les frais non imputables sont biffés, les frais ou parts de frais non justifiés ou excessifs sont réduits.

³ Les frais sont considérés comme injustifiés ou excessifs lorsqu'ils ne se révèlent pas nécessaires d'un point de vue scientifique à l'atteinte des objectifs du projet de recherche sollicité et à la qualité de la recherche et/ou qu'ils sont budgétisés à la hausse de manière disproportionnés.

⁴ Des réductions peuvent également être opérées afin de prendre en compte de manière adaptée le fait que des projets de recherche scientifiquement ou temporellement concomitants ont été autorisés par le FNS ou par des tiers à une personne requérante.

⁵ Des réductions peuvent être opérées du fait de la qualité scientifique (résultat de l'évaluation de la requête).

⁶ Des réductions peuvent être opérées sous la forme d'une diminution globale ou en relation spécifique avec certains postes budgétaires.

⁷ Si un projet de recherche est considéré par le FNS comme n'étant plus réalisable en raison des réductions intervenues, la requête est refusée.

2.3 Budget global

(Art. 28 du règlement des subsides)

¹ Le FNS autorise un montant total pour le projet de recherche autorisé (budget global).

² Le subside est divisé en tranches annuelles.

³ Lors de l'octroi, le FNS peut au cas par cas fixer des dispositions spécifiques s'appliquant au budget global.

2.4 Utilisation du budget, mutations

(Art. 28 du règlement des subsides)

¹ Les bénéficiaires de subsides doivent utiliser le budget global conformément au plan de recherche autorisé.

² Toute variation notable dans l'exécution du projet de recherche et/ou l'utilisation du subside autorisé doit faire l'objet d'une demande auprès du FNS et être dûment autorisée par ses soins.

³ Les dispositions relatives à l'occupation de collaboratrices et de collaborateurs et aux mutations de personnel s'appliquent de manière additionnelle à l'utilisation du budget relatif aux frais de personnel.

2.5 Salaires des collaboratrices et des collaborateurs

(Art. 28, al. 2, let. a du règlement des subsides)

Si des collaboratrices ou des collaborateurs sont engagés et rémunérés par le biais des subsides autorisés par le FNS, les dispositions du chiffre 7 relatif à l'occupation des collaboratrices et collaborateurs (dispositions d'exécution relatives à l'art. 38 du règlement des subsides) s'appliquent.

2.6 Salaire des requérant-e-s

(Art. 28, al. 2, let. b du règlement des subsides)

Le salaire propre des requérant-e-s fait en règle générale uniquement partie des frais imputables dans le cadre des instruments d'encouragement de la carrière. À cet égard, les dispositions spécifiques de ces instruments d'encouragement s'appliquent.

2.7 Frais d'exploitation : principes

(Art. 28, al. 2, let. c du règlement des subsides)

¹ Les frais d'exploitation sont imputables lorsqu'ils sont directement liés au projet de recherche.

² Les frais d'exploitation comprennent les frais de recherche de diverse nature, notamment les coûts liés aux consommables et les frais de déplacement ainsi que d'autres frais conformément aux dispositions mentionnées ci-après.

2.8 Frais d'exploitation : matériel de valeur durable, appareils

(Art. 28, al. 2, let. c du règlement des subsides)

¹ Les frais liés aux appareils et au matériel de valeur durable (nommés ci-après appareils) sont imputables lorsque les appareils revêtent une importance cruciale pour le projet de recherche et que leur acquisition a été spécifiquement réalisée à cette fin.

² Si les frais liés aux appareils dépassent la somme de 100 000 francs, un cofinancement de l'institution est requis. Celui s'élève en règle générale à 50%. Des réglementations dérogeant à la présente disposition peuvent être autorisées par le FNS sur demande justifiée.

³ Les dispositions du chiffre 11.4 règlent la poursuite de l'utilisation des appareils financés ou cofinancés par le FNS.

⁴ Il ne peut être procédé à l'acquisition d'appareils et d'installations faisant partie de l'équipement de base et appartenant au fonctionnement habituel et aux standards d'une institution scientifique sur le compte du FNS. Sont notamment considérés comme tels :

- a. l'équipement informatique standard, matériels et logiciels ;
- b. les installations et appareils de laboratoire ;
- c. d'autres installations et appareils présents de manière standard dans un institut ou un environnement de recherche pour le domaine de recherche correspondant.

2.9 Frais d'exploitation : voyages

(Art. 28, al. 2, let. c du règlement des subsides)

¹ Seuls peuvent être imputés à la charge du FNS les frais de voyage directement liés au projet de recherche.

² Les voyages doivent en principe s'effectuer par le biais des transports publics.

³ Les voyages en avion peuvent être facturés en classe économique. Les bénéficiaires sont tenus de réserver des vols dont le rapport prix/prestations se révèle le plus avantageux. Les suppléments pour la classe affaire ne peuvent être pris en charge qu'exceptionnellement et dans des cas justifiés.

⁴ Les frais d'hébergement et de restauration peuvent être imputés conformément aux pratiques en vigueur pour les institutions des bénéficiaires de subsides. Les coûts pour hôtels et auberges de classe moyenne sont retenus comme valeur de référence maximale.

2.10 Frais d'exploitation : dépenses de tiers : frais des partenaires de projets

(Art. 28, al. 2, let. c du règlement des subsides)

¹ Les frais des partenaires de projet (art. 11, al. 2 du règlement des subsides) peuvent être imputés en fonction des prestations exécutées pour le projet de recherche et dans le respect des règles édictées par le FNS en matière de frais imputables.

² Les salaires des collaboratrices et des collaborateurs des partenaires de projet ne peuvent pas être imputés.

³ Les frais générés par les partenaires de projet doivent être de moindre importance comparativement au budget total du projet. En règle générale, ils ne représentent pas plus de 20% de la totalité du subside.

2.11 Frais d'exploitation : dépenses de tiers : sous-traitance

(Art. 28, al. 2, let. c du règlement des subsides)

Les frais générés en lien avec des tiers mandatés (externalisation par sous-traitance) pour le projet de recherche peuvent être exceptionnellement imputés aux conditions suivantes :

- a. le recours à des tiers doit être justifié et nécessaire et
- b. les prestations de sous-traitance ne représentent en règle générale pas plus de 10% du subside.

2.12 Frais d'exploitation : temps de traitement et données

(Art. 28, al. 2, let. c du règlement des subsides)

¹ Les frais liés au temps de traitement et à l'informatique en nuage sont imputables.

² Les frais liés à l'acquisition de données ou à l'accès à des données sont également imputables.

³ Les frais définis aux alinéas 1 et 2

- a. doivent avoir spécifiquement été générés pour des prestations s'inscrivant dans le cadre du projet de recherche autorisé et ;
- b. ne doivent comprendre aucune part de coûts faisant partie des frais généraux de maintenance et d'entretien des infrastructures.

2.13 Frais d'exploitation: frais de mise à disposition des données de recherche (Open Research Data)⁵.

(Art. 28, al. 2, let. c du règlement des subsides)

¹ Les frais de mise à disposition des données de recherche collectées, observées ou générées grâce à des subsides du FNS, sont éligibles aux conditions indiquées ci-après:

- a. les données de recherche sont archivées dans des bases de données (data repositories) scientifiques reconnues, qui satisfont aux principes FAIR⁶ et qui n'ont pas de vocation commerciale; et

⁵ Modifié par décision du Conseil de la recherche du 21 mars 2017, entré en vigueur le 1^{er} avril 2017.

⁶ Les principes FAIR signifient Findable, Accessible, Interoperable et Reusable (Wilkinson, M. D. *et al.* The FAIR Guiding Principles for scientific data management and stewardship. *Sci. Data* 3:160018 doi: 10.1038/sdata.2016.18 [2016]).

- b. les frais se rapportent spécifiquement au traitement des données de recherche en vue de l'archivage et à l'archivage proprement dit dans des bases de données conformément à la lettre a.

² Les frais imputés à un subside doivent concerner le stockage de données qui ont un lien thématique avec la recherche financée par le FNS.

³ En règle générale, 10'000 francs au maximum peuvent être imputés par subside.

⁴ Les frais doivent déjà être pris en considération lors de la remise de la requête. Il convient alors dans mySNF de respecter les instructions supplémentaires du FNS relatives à la mise à disposition des données de recherche, notamment concernant la soumission des plans de gestion des données (Data Management Plan).

2.14 Frais d'exploitation : frais de fonctionnement

(Art. 28, al. 2, let. c du règlement des subsides)

¹ Les moyens informatiques, la littérature scientifique ainsi que les instruments de travail et les objets qui relèvent de l'équipement de base et du fonctionnement normal d'une institution de recherche ne doivent pas être mis à la charge des subsides du FNS.

² Il en va de même des dépenses relatives aux frais de port, aux communications téléphoniques, aux photocopies, aux traductions opérationnelles et à d'autres choses semblables.

³ Les dépenses engagées pour le loyer, l'électricité, l'eau, les assurances, les prestations de maintenance et d'entretien, les centres de service et les réparations ne font au demeurant pas partie des frais imputables.

2.15 Coûts directs pour l'utilisation d'infrastructures

(Art. 28, al. 2, let. d du règlement des subsides)

Les coûts pour l'utilisation d'infrastructures, qui sont en relation directe avec la réalisation du projet de recherche encouragé, sont imputables à l'exception des coûts généraux liés à la maintenance et à l'entretien des infrastructures.

2.16 Coûts pour les publications scientifiques électroniques en libre accès

(Art. 28, al. 2, let. e du règlement des subsides)

¹ Les conditions préalables à l'imputation des coûts et émoluments pour les publications scientifiques électroniques en libre accès qui découlent de la recherche financée sont régies par les dispositions de l'annexe 2.

² Sur demande, le FNS alloue des subsides pour les coûts des publications numériques qui n'ont pas vu le jour dans le cadre d'un projet de recherche encouragé par le FNS (subsides de publication indépendants). Les conditions préalables à l'imputation des coûts des publications indépendantes sont également régies par les dispositions de l'annexe 2.

³ Quiconque a le droit de solliciter des subsides de publication dans le cadre d'un projet de recherche soutenu par le FNS ne peut pas demander des subsides de publication indépendants au sens de l'alinéa 2 de cette disposition pour des publications issues de ce même projet.

2.17 Réunions et ateliers

(Art. 28, al. 2, let. f du règlement des subsides)

¹ Les frais d'organisation et de voyage relatifs à la réalisation de conférences et d'ateliers sont imputables dans le cadre des projets de recherche encouragés par le FNS.

² 7

2.18 Frais liés à des mesures favorisant la carrière : Flexibility Grant⁸

(Art. 28, al. 2, let. g du règlement des subsides)

¹ Les frais inhérents aux mesures visant à concilier les charges d'assistance avec l'activité scientifique et la carrière académique sont imputables.

² Les conditions préalables à l'octroi de telles mesures sont régies dans les dispositions de l'annexe 4.

2.19 Frais liés à des mesures favorisant la carrière : subside de mobilité

(Art. 28, al. 2, let. g du règlement des subsides)

¹ Les frais inhérents aux séjours à l'étranger des doctorant-e-s qui sont engagés dans le cadre d'un projet de recherche encouragé par le FNS peuvent être imputés.

² Les conditions préalables à l'octroi de tels subsides de mobilité sont régies dans les dispositions de l'annexe 5.

2.20 Frais liés à des mesures favorisant la carrière : Research Time pour clinicien-nes

(Art. 28, al. 2, let. g du règlement des subsides)

¹ Les frais engendrés par la décharge d'activités cliniques sont imputables dans le cadre de l'encouragement des projets de médecine.

² Les conditions préalables pour l'imputation de ces frais sont régies dans les dispositions de l'annexe 6.

³ L'imputabilité de tels frais est limitée aux requêtes déposées entre le 1^{er} octobre 2015 et 1^{er} octobre 2020. Pour les subsides de projet octroyés par le FNS entre mars 2015 et mars 2017, des subsides Research Time peuvent également être demandés pendant la durée du subside de projet.

2.21 Frais pour mesures d'encouragement d'égalité des chances : subside égalité

(Art. 28, al. 2, let. h du règlement des subsides)

¹ Les frais relatifs aux mesures visant à encourager l'égalité des chances dans le cadre des projets de recherche financés par le FNS sont imputables.

² Les conditions préalables pour l'imputation des frais relatifs aux mesures visant à encourager l'égalité des chances sont régies dans les dispositions de l'annexe 7.

⁷ Abrogé par décision du Conseil national de la recherche du 14 février 2017, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2017.

⁸ Modifié par la décision du Conseil de la recherche du 15 août 2017, en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2018

2.22 Autres frais imputables : frais de collaboration

(Art. 28, al. 2, let. i du règlement des subsides)

¹ Les frais relatifs aux activités de collaboration qui sont en relation directe avec le projet de recherche sont imputables aux conditions mentionnées ci-dessous. Les activités

- a. sont de nature scientifique ;
- b. s'inscrivent dans le cadre de collaborations dont le volume correspond au projet de recherche et ;
- c. sont exercées par les collaboratrices et les collaborateurs scientifiques. Le temps de travail des collaboratrices et des collaborateurs du projet de recherche financé par le FNS ne doit pas être principalement consacré aux activités de collaboration.

² Sont imputables les frais de personnel, de recherche et de voyage.

³ Les frais de personnel des partenaires de collaboration et les frais pour le personnel non scientifique ne sont pas imputables.

⁴ Si les frais inhérents aux conférences et ateliers engagés dans le cadre d'un projet de recherche sont imputés conformément à l'article 28, alinéa 2, lettre f du règlement des subsides, ils ne peuvent pas être imputés par ailleurs au titre des frais de collaboration.

2.23 Autres frais imputables : décharge d'enseignement

(Art. 28, al. 2, let. i du règlement des subsides)

¹ Dans le cadre de l'encouragement de projets en sciences humaines et sociales, les frais résultant de décharges de cours sont imputables. La décharge doit profiter directement à la recherche financée.

² Les conditions préalables pour l'imputation des tels frais sont régies dans les dispositions de l'annexe 8.

³ L'imputabilité de tels frais est limitée aux requêtes reçues entre le 1^{er} octobre 2016 et le 1^{er} avril 2019.

3. Recherche transfrontalière

3.1 Money follows Co-operation Line

(Art. 9 du règlement des subsides)

¹ Des projets de recherche, appelés à être réalisés conjointement avec des requérant-e-s sis à l'étranger, peuvent être soumis et autorisés dans le cadre de la procédure d'encouragement habituelle du FNS selon le principe Money follows Co-operation Line. Les parties de projet de l'étranger sont alors cofinancés par le FNS. Les requérant-e-s de l'étranger doivent remplir par analogie les conditions définies par le FNS pour le dépôt de requêtes.

² Money follows Co-operation Line est possible dans les domaines et avec les pays avec lesquels le FNS a en règle générale conclu des accords réciproques. Les informations relatives aux pays concernés et aux conditions d'applicabilité peuvent être consultées sur le site web du FNS.

³ Money follows Co-operation Line s'applique lorsque les conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- a. le projet ne peut pas être réalisé sans les autres requérants de l'étranger ;
- b. la partie étrangère du projet apporte une plus-value significative tangible au projet total ;

- c. la ou le requérant-e à qui sont adressées les communications vient de Suisse et la gestion globale du projet lui échoit et ;
- d. la part du volume de financement à l'étranger ne dépasse pas 50%.

⁴ Dans l'évaluation, l'importance de la coopération transfrontalière dans les perspectives de succès du projet de recherche (plus-value) est un critère central. Le FNS peut demander aux organisations d'encouragement des pays participants de proposer des expert-e-s externes.

⁵ Les subsides Money follows Co-operation Line autorisés indiquent la participation étrangère qui est versée en francs suisses auprès du service de gestion des subsides sis en Suisse, lequel la transmet au service responsable à l'étranger. Cette participation est calculée et payée, sans comprendre les coûts indirects, selon les coûts usuels dans les pays partenaires, notamment en ce qui concerne les salaires.

3.2 Procédure Lead Agency

(Art. 9 du règlement des subsides)

¹ Les chercheuses et les chercheurs en Suisse qui souhaitent réaliser un projet de recherche transfrontalier peuvent déposer une requête selon la procédure Lead Agency.

² La procédure Lead Agency est possible avec les pays où le FNS a conclu des accords généralement réciproques avec des organisations partenaires. Les informations relatives aux pays concernés peuvent être consultées sur le site web du FNS.

³ Les chercheuses et les chercheurs de ces pays et de Suisse peuvent déposer leur requête commune auprès d'une seule agence nationale dite Lead Agency.

⁴ La Lead Agency procède à l'évaluation du projet global selon sa propre procédure d'évaluation, sachant que l'organisation partenaire accepte la décision de la Lead Agency.

⁵ Si la requête reçoit une évaluation positive et qu'elle est approuvée, chaque organisation finance la partie du projet réalisée dans son propre pays.

3.3 Money follows researcher

(Art. 9 du règlement des subsides)

¹ Le FNS autorise, sur demande, la poursuite d'un subside à l'étranger si les bénéficiaires transfèrent leurs engagements ou leurs recherches à l'étranger et souhaitent y poursuivre leurs recherches. Une demande détaillée et justifiée de continuation de projet selon la procédure Money follows researcher doit être déposée le plus tôt possible avant l'émigration à l'étranger auprès du FNS. Money follows researcher est en principe possible dans tous les pays.

² Le FNS décide au cas par cas du transfert ou de la poursuite de l'utilisation des ressources du FNS à l'étranger. Une telle autorisation exige que les conditions nécessaires à la poursuite du projet de recherche sur le lieu de recherche étranger soient réunies.

³ Le FNS peut soumettre la procédure Money follows researcher à des conditions.

⁴ La part du subside du FNS restant à verser au moment de l'émigration à l'étranger peut continuer d'être gérée en Suisse ou être transmise à un service de gestion des subsides à l'étranger. Si le reste du subside est transféré à un service de gestion des subsides à l'étranger, un rapport financier intermédiaire doit être établi au moment du transfert.

⁵ Les bénéficiaires doivent continuer à remplir leur obligation d'information vis-à-vis du FNS jusqu'à ce que le projet de recherche encouragé par le FNS soit achevé.

3.4 Autres dispositions : collaboratrices et collaborateurs étrangers

Les requérant-e-s de Suisse peuvent prévoir de recourir à des chercheuses ou des chercheurs qui travaillent à l'étranger dans une institution en lien avec la Suisse, et qui remplissent par analogie les conditions définies pour les collaboratrices et collaborateurs à un projet de recherche du FNS.

4. Déblocage du subside, début et achèvement du projet

4.1 Déblocage des subsides, début du projet

(Art. 33 du règlement des subsides)

¹ Les demandes de déblocage du subside et des tranches annuelles suivantes doivent être déposées par le biais de *mySNF* par les bénéficiaires à qui sont adressées les communications. La demande de déblocage doit spécifier le début (premier jour du mois) des travaux de recherche encouragés par le FNS (début du projet).

² Le déblocage des subsides et le début du projet sont confirmés par écrit aux bénéficiaires à qui sont adressées les communications.

³ Les moyens alloués sont versés au service de gestion des subsides et exclusivement à l'attention des bénéficiaires à qui sont adressées les communications.

4.2 Subsides pour l'achèvement du projet

(Art. 36 du règlement des subsides)

¹ Des subsides pour l'achèvement d'un projet doivent être sollicités auprès du FNS pendant la poursuite du projet de recherche. La demande doit être déposée dès qu'il apparaît que les moyens d'encouragement octroyés ne suffisent pas pour permettre l'achèvement du projet. La demande ne peut néanmoins pas être déposée avant que la dernière tranche du subside n'ait été versée.

² Les bénéficiaires de subsides doivent

- a. exposer les circonstances particulières et justifier en quoi le manque de financement n'était ni prévisible, ni susceptible d'être influencé,
- b. apporter la preuve des mesures adoptées afin d'éviter l'insuffisance de financement et
- c. spécifier les moyens qui font défaut pour achever le projet.

³ Les demandes justifiées doivent être soumises par voie électronique par le biais de *mySNF*.

⁴ Si un projet pour l'achèvement duquel des subsides ont été accordés est également prolongé, la ou le bénéficiaire peut déposer une nouvelle requête sans que les restrictions du FNS en matière de recherches concomitantes ne s'appliquent à la phase de prolongation.

5. Gestion générale des subsides

5.1 Gestion des subsides : service de gestion des subsides

(Art. 37 du règlement des subsides)

¹ La gestion des subsides est en règle générale effectuée par le service de gestion des subsides compétent de l'institution de recherche des bénéficiaires.

² Les services de gestion des subsides sont reconnus par le FNS lorsqu'ils offrent toute garantie pour la gestion correcte du subside et gèrent en moyenne au moins 20 subsides par an. La liste des services de gestion des subsides reconnus est mentionnée à l'annexe 9.

³ Si le subside ne peut exceptionnellement pas être géré par un service de gestion des subsides reconnu, la gestion est assurée par les bénéficiaires eux-mêmes ou par un autre service qui endosse cette fonction fiduciaire. Dans ces derniers cas, le FNS fixe contractuellement les obligations de gestion, de contrôle et de diligence. Les fonds versés doivent obligatoirement être gérés par l'intermédiaire d'un compte séparé uniquement dédié au subside.

5.2 Droits et obligations lors de la gestion des subsides

(Art. 37 du règlement des subsides)

¹ Les services de gestion des subsides exercent les fonctions de fiduciaire auprès des bénéficiaires. Les bénéficiaires de subsides endossent la responsabilité d'une utilisation des subsides conforme à l'octroi.

² Les droits et les obligations des services de gestion reconnus sont régis selon l'alinéa 4 ainsi que par l'accord conclu entre ces derniers et le FNS (voir annexe 10) ou par l'accord individuel conforme au chiffre 5.1, alinéa 3 dans les autres cas.

³ Les bénéficiaires de subsides sont dans l'obligation de transmettre aux services de gestion des subsides toutes les informations ainsi que tous les documents et toutes les pièces justificatives nécessaires. Il leur incombe la responsabilité de soumettre à facturation uniquement des dépenses admissibles et conformes aux dispositions édictées par le FNS.

⁴ Les services de gestion des subsides doivent notamment remplir les obligations suivantes :

- a. gérer les subsides ;
- b. présenter des rapports financiers ;
- c. contrôler si les bénéficiaires de subsides respectent les instructions du FNS quant à l'utilisation des subsides ;
- d. contrôler les salaires, conditions d'engagement et charges sociales des collaboratrices et des collaborateurs rémunérés avec des subsides du FNS ;
- e. adresser le plus tôt possible un avertissement aux bénéficiaires de subsides en cas d'irrégularité ou de violations des directives en les sommant de procéder aux corrections correspondantes ;
- f. informer le plus tôt possible le FNS en cas de conflits et de violations graves des règles relatives à l'utilisation des subsides.

5.3 Modification du lieu de recherche et Money follows researcher

(Art. 37 du règlement des subsides)

¹ Si les bénéficiaires de subsides souhaitent poursuivre leur engagement ou leurs recherches dans un autre lieu, la modification du lieu de recherche doit être signalée suffisamment tôt avant le changement au FNS.

² Le changement de lieu et le transfert du subside sont possibles (Money follows researcher), lorsque

- a. les conditions nécessaires à la poursuite du projet de recherche sur le nouveau lieu de recherche sont réunies ;
- b. un règlement existe pour les collaboratrices et les collaborateurs financés par le FNS ;
- c. la gestion du subside est réglée.

³ Le FNS peut soumettre Money follows researcher à certaines conditions.

⁴ Lorsque les bénéficiaires de subsides émigrent à l'étranger, les dispositions relatives à la procédure Money follows Researcher s'appliquent conformément au chiffre 3.3.

6. Instructions spéciales pour la gestion des subsides

6.1 Rubriques du budget global

(Art. 37 du règlement des subsides)

¹ Les rubriques du budget ainsi que les montants correspondants, cités dans les décisions d'octroi ou les approbations adoptées pendant la durée du subside, sont considérés comme des valeurs de référence. Des transferts entre les rubriques du budget sont possibles tant que le budget global approuvé est respecté. Ceux-ci n'exigent pas d'accord préalable du FNS (budget global).

² Le FNS peut exceptionnellement prescrire des rubriques budgétaires contraignantes. Les montants alloués aux rubriques sont alors contraignants. Les transferts de montants d'une rubrique du budget à l'autre requièrent dans ce cas une autorisation écrite du FNS.

6.2 Avances

(Art. 37 du règlement des subsides)

Dans les cas justifiés, le FNS octroie exceptionnellement des avances. Les avances et leur utilisation doivent être explicitement notifiées dans les rapports financiers.

6.3 Quittances

(Art. 37 du règlement des subsides)

¹ Les dépenses couvertes par les subsides du FNS doivent être justifiées au moyen de la facture originale acquittée et signée par les bénéficiaires. Lorsque des paiements sont effectués sur la base des copies de factures, ces dernières doivent porter l'annotation « vaut comme original ». Les justificatifs doivent être visibles avec le rapport financier ou être joints à celui-ci.

² Les justificatifs imprimés tirés de support de données optiques sont considérés comme des originaux.

³ Au cas où les factures annexées aux rapports financiers ne contiennent pas de quittances pour paiement comptant, le paiement de la facture doit être incontestablement visible sur les justificatifs du service de gestion des subsides, de la banque ou de l'établissement financier.

6.4 Dépenses supplémentaires et frais supplémentaires de personnel

(Art. 37 du règlement des subsides)

¹ Si les dépenses effectuées dans le cadre des travaux de recherche dépassent le subside du FNS, la différence va à la charge des bénéficiaires de subsides sous réserve de l'alinéa 2.

² Sur demande écrite et justifiée, le FNS peut rembourser en tant que frais supplémentaires de personnel les surcoûts résultant de l'augmentation obligatoire des charges sociales patronales ou de la majoration de la limite minimale des fourchettes salariales du FNS.

³ Le remboursement des frais supplémentaires de personnel ne s'effectue que lorsqu'ils ne peuvent pas être compensés par des économies à d'autres rubriques du budget ou par d'autres sources de financement. Le remboursement a lieu après la réception et le contrôle du rapport financier final. Les déficits inférieurs à 50 francs ne sont pas remboursés.

⁴ En cas d'acceptation d'une prolongation sans coûts additionnels, le FNS ne remboursera plus aucun frais supplémentaire de personnel.

6.5 Solde actif, restitution des subsides non utilisés

(Art. 37 du règlement des subsides)

¹ Quand le montant du subside destiné aux travaux de recherche autorisés n'a pas été entièrement utilisé, les bénéficiaires de subsides doivent restituer les soldes actifs correspondants. Les surplus inférieurs à 50 francs ne doivent pas être restitués.

² Le solde actif est payable à la date d'échéance du rapport final et doit être restitué au FNS par les bénéficiaires de subsides dans les 30 jours sans rappel de sa part. Le FNS se réserve expressément le droit d'exiger la restitution de montants supplémentaires à la suite du contrôle et de l'acceptation du rapport financier final.

³ Sur demande écrite des bénéficiaires de subsides, le FNS peut les autoriser exceptionnellement à reporter un solde actif sur un autre subside du FNS. Un tel report peut notamment être autorisé lorsque des subsides d'excellence sont octroyés dans le cadre de l'encouragement de projets.

6.6 Solde passif

(Art. 37 du règlement des subsides)

Lorsque les travaux de recherche s'achèvent sur un solde passif, celui-ci est porté à la charge des bénéficiaires de subsides. Le remboursement des frais supplémentaires dont la compensation est prévue dans les règlements du FNS est réservé.

6.7 Responsables financiers du FNS

Les responsables financiers du FNS, dont la liste peut être consultée à l'annexe 11, se tiennent à disposition pour répondre aux questions et donner des conseils concernant l'utilisation et la gestion des subsides.

7. Emploi de collaboratrices et de collaborateurs

7.1 Emploi de collaboratrices et de collaborateurs

(Art. 38 règlement des subsides)

¹ Les dispositions suivantes s'appliquent de manière impérative aux collaboratrices et collaborateurs employés pour des travaux de recherche soutenus par le FNS et qui sont entièrement ou partiellement salariés par le biais des subsides du FNS.

² L'institution employeuse est responsable de l'engagement des collaboratrices et des collaborateurs salariés par le biais de subsides du FNS, de la conduite des rapports de travail correspondants et du respect de toutes les obligations incombant à l'employeur. Elle doit notamment décompter les assurances sociales avec les organismes compétents.

³ Le respect des directives de l'institution de recherche concernée, notamment de ses propres limitations en matière de durée d'engagement, incombe à l'institution employeuse.

7.2 Catégories de collaboratrices et de collaborateurs

(Art. 38 du règlement des subsides)

¹ Les catégories de collaboratrices et de collaborateurs suivantes sont reconnues :

- a. doctorant-e-s ;
- b. postdoctorant-e-s (docteurs en titre) ;
- c. autres collaboratrices et collaborateurs, qui apportent une contribution spécifique au projet de recherche, tels que les diplômé-e-s n'envisageant pas le doctorat, les titulaires d'un doctorat qui ne remplissent pas les conditions de la catégorie « postdoctorant-e-s » du point de vue de la durée d'engagement et des créneaux temporels, les collaborateurs techniques, le personnel auxiliaire.

² Les doctorant-e-s sont des personnes qui collaborent à des travaux de recherche subsidiés par le FNS et qui aspirent à obtenir le doctorat par le biais de la prestation scientifique qu'ils fournissent pour les travaux de recherche. Leur thèse de doctorat s'effectuera en règle générale sous la direction d'une ou d'un bénéficiaire de subsides assumant la responsabilité des travaux de recherche.

³ Les postdoctorant-e-s sont des personnes qui visent à obtenir une indépendance scientifique après obtention du doctorat et occupent en règle générale des postes scientifiques à durée déterminée. La phase postdoctorale est notamment destinée à leur permettre d'acquérir la qualification afin de pouvoir développer et diriger des projets de recherche de manière indépendante et assumer des fonctions de direction scientifiques.

⁴ Les frais salariaux des autres collaborateurs et collaboratrices au sens de l'alinéa 1, lettre c, ne peuvent pas être imputés de manière ininterrompue aux subsides du FNS sur une longue période. Tous les engagements et bourses financés par le FNS à partir du doctorat sont pris en compte pour un financement ininterrompu de la part du FNS. Les absences de financement de quelques mois ne sont pas considérées comme une interruption du financement du FNS. Les autres collaboratrices et collaborateurs ne peuvent pas bénéficier de mesures d'encouragement de la carrière.

⁵ Les professeurs invités ne peuvent pas être engagés et salariés comme collaborateurs dans le cadre de projets de recherche autorisés par le FNS.

7.3 Durée d'engagement, élargissement du créneau temporel

(Art. 38 du règlement des subsides)

¹ La durée maximale d'engagement financée par le FNS s'élève à :

- a. quatre ans pour les doctorant-e-s ;
- b. cinq ans pour les postdoctorant-e-s.

² Pour les doctorants, c'est la date effective du début de la thèse – communiquée au FNS par les bénéficiaires de subsides – qui est déterminante pour calculer la durée maximale de 4 ans. Le créneau temporel de 4 ans commence dans tous les cas au plus tard une année après cette date. Il est possible d'exercer au cours de cette année des activités préparatoires en lien avec la thèse, par exemple suivre les cours d'une école doctorale.

³ Le début déterminant de la durée de 5 ans pour les postdoctorant-e-s correspond à la date de la soutenance ou d'acceptation officielle de la thèse. Sur demande, la date de début peut être reportée d'un an au maximum, notamment si les raisons de retard suivantes interviennent :

- a. congé de maternité, de paternité, d'adoption ou parental ;

- b. incapacité de travail due à une maladie ou un accident ;
- c. devoir d'assistance ;
- d. services à la communauté, notamment service militaire ou civil ;
- e. formation continue, notamment stages ou activité clinique.

⁴ Pour les doctorant-e-s et les postdoctorant-e-s, si des retards interviennent pendant la durée d'engagement pour les raisons définies à l'alinéa 3, le créneau temporel peut sur demande être prolongé d'un an au maximum. Seuls les retards ininterrompus d'au moins deux mois sont pris en compte.

⁵ Les raisons du retard doivent être exposées au FNS.

⁶ L'élargissement du créneau temporel conformément aux dispositions des alinéas 3 et 4 n'exerce aucune influence sur la durée de financement maximale au sens de l'alinéa 1, qui demeure respectivement de quatre et cinq ans. Demeurent réservées les prolongations de financement résultant de la poursuite du versement du salaire en cas de maternité, d'adoption, de maladie, d'accident et de service militaire ou d'autres services.

⁷ Si un projet est prolongé en raison de retards au sens des alinéas 3 et 4, la ou le bénéficiaire de subsides peut déposer une nouvelle requête sans que les restrictions du FNS en matière de subsides concomitants ne s'appliquent.

7.4 Taux d'occupation minimal

(Art. 38 du règlement des subsides)

¹ Un taux d'occupation minimal de 60% (calculé sur un temps plein de 100%) doit être respecté pour l'occupation des doctorant-e-s.

² Il n'existe aucune limite en matière de taux d'occupation pour les autres collaboratrices et collaborateurs.

7.5 Fourchettes salariales

(Art. 38 du règlement des subsides)

¹ Le FNS fixe des fourchettes salariales pour toutes les catégories de collaborateurs.

² Les fourchettes salariales, directives pour les collaboratrices et collaborateurs, et charges sociales forfaitaires sont fixées dans l'annexe 12.

³ La limite minimale de la fourchette salariale fixée pour les doctorant-e-s doit être respectée quel que soit leur degré d'occupation conformément au chiffre 7.4. Si des doctorant-e-s bénéficient de diverses sources de financement, leur cumul doit atteindre le salaire minimal. Les bénéficiaires de subsides ou leurs institutions employeuses sont autorisés à verser aux doctorant-e-s un salaire supérieur au maximum cité dans les fourchettes salariales. La partie excédant le maximum fixé par le FNS ne doit pas être financée par des moyens du FNS.

7.6 Conditions minimales pour les doctorant-e-s et postdoctorant-e-s

(Art. 38 du règlement des subsides)

Les conditions minimales suivantes doivent être respectées en ce qui concerne l'occupation des doctorant-e-s et des postdoctorant-e-s salariés par le FNS :

- a. les doctorant-e-s doivent consacrer au moins 60% de leur temps de travail (calculé sur un temps plein de 100%) à l'élaboration de leur thèse (taux d'occupation minimal pour ce

« protected time »). Si le taux d'occupation est supérieur au « protected time » de 60%, les doctorant-e-s ne peuvent pas être engagés à hauteur de plus de 20% dans d'autres activités de l'institution dans le cadre du taux d'occupation financé par le FNS dépassant le « protected time » ;

- b. les postdoctorant-e-s ne peuvent pas être engagés pour plus de 20% (calculé sur un temps plein de 100%) dans des activités de l'institution qui ne servent pas directement la qualification scientifique lorsqu'ils sont salariés par le FNS. Si les postdoctorant-e-s sont simultanément rémunérés par un autre moyen, ils peuvent également uniquement être engagés dans des activités de l'institution sur une minime partie de leur temps de travail financé par le FNS.

7.7 Mutations de personnel

(Art. 38 du règlement des subsides)

L'embauche, les changements de personnel ainsi que les adaptations de salaires nécessitent l'approbation du FNS. Ils doivent lui être soumis à l'avance avec le formulaire « Avis de mutation » via *mySNF*. Les engagements assortis d'un salaire annuel brut inférieur à 5000 francs ne doivent pas être signalés.

7.8 Contrat de travail des collaboratrices et des collaborateurs, obligations des bénéficiaires de subsides

(Art. 38 du règlement des subsides)

¹ Des contrats de travail écrits doivent être conclus avec les collaboratrices et les collaborateurs. Ces contrats se conforment aux lignes directrices et aux standards de chaque institution employeuse tout en respectant les exigences minimales du contrat-type du FNS mentionnées à l'annexe 13.

² À la demande du FNS, les bénéficiaires de subsides doivent lui présenter une copie des contrats de travail conclus avec les collaboratrices et les collaborateurs.

³ Les bénéficiaires de subsides sont responsables de ce que les engagements conclus ne dépassent pas la durée, la hauteur ou toute autre condition du subside du FNS. Le FNS ne répond pas des engagements pris par les bénéficiaires de subsides à l'égard de leurs collaboratrices et collaborateurs.

7.9 Charges, prestations sociales et allocations

(Art. 38 du règlement des subsides)

¹ Le FNS verse aux bénéficiaires de subsides, sous forme de forfait, en faveur des collaboratrices et collaborateurs rémunéré-e-s par ses subsides, la contre-valeur des cotisations légales dues par l'employeur conformément à LAVS, LAI, LAPG, LPP, LACI et LAA, ainsi que les allocations familiales éventuelles ou tout autre complément conforme aux usages locaux. Les barèmes correspondants figurent à l'annexe 12. Le FNS ne prend pas en charge les allocations ayant un caractère salarial (par ex. indemnité de résidence).

² Les cotisations d'assurance sociale des employé-e-s sont incluses dans les barèmes de salaires (salaires bruts) du FNS.

³ Les rapports financiers à transmettre au FNS (cf. ch. 9.2) doivent faire le décompte des charges sociales effectivement payées. Le FNS a le droit de remettre une copie des rapports financiers à l'Office fédéral des assurances sociales pour examen.

⁴ À l'exception des cotisations pour augmentation du gain assuré, les sommes de rachat auprès des institutions de prévoyance ou autres ne sont pas couvertes par les subsides du FNS. En ce qui concerne l'assurance-accidents non professionnels obligatoire, le FNS se calque sur la convention locale de répartition en vigueur entre l'employeur et les employé-e-s.

7.10 Poursuite du versement du salaire et frais supplémentaires

(Art. 38 du règlement des subsides)

¹ Lorsque l'employeur poursuit le versement du salaire en cas de maternité, adoption, maladie, accident, service militaire ou autres services, le FNS reconnaît les règles d'usage locales et prend en charge les éventuels frais supplémentaires en résultant pour une durée maximale d'un an.

² Les prestations d'assurance correspondantes doivent néanmoins être portées au crédit du subside.

³ Les durées maximales de financement définies au chiffre 7.3, alinéa 1 sont prolongées en fonction de la durée de poursuite du versement du salaire reconnue par le FNS.

7.11 Congé maternité et adoption

(Art. 38 du règlement des subsides)

¹ En cas de maternité et en cas de prise en charge des soins et de l'éducation d'un enfant en bas âge en vue d'une adoption ultérieure, le FNS reconnaît en principe les règles d'usage locales concernant le congé et la poursuite du versement du salaire.

² Lorsque les règles d'usage locales prévoient un congé d'adoption inférieur à deux mois, le FNS finance, lors de l'accueil d'un jeune enfant, un congé de deux mois et le maintien du salaire. Le FNS prend en charge les éventuels frais supplémentaires en résultant.

³ Si, pour la durée du congé maternité ou du congé d'adoption, l'engagement d'un-e suppléant-e est absolument nécessaire à la réussite du projet, le FNS peut sur demande autoriser un engagement et supporter les frais supplémentaires correspondants. Les présentes dispositions s'appliquent par analogie à la ou au suppléant-e.

7.12 Prolongation de la durée du subside

(Art. 38 du règlement des subsides)

¹ À la demande des bénéficiaires de subsides, le FNS augmente si besoin est la durée du subside de la durée de poursuite du versement du salaire en cas de maternité, d'adoption, de maladie, d'accident, de service militaire ou d'autres services. La durée du subside peut être prolongée d'un an au maximum (ch. 7.3, al. 4).

² En cas de maladie, accident, service militaire ou autres services, une prolongation du subside ne peut être sollicitée qu'après une incapacité de travail ou un service d'une durée ininterrompue de deux mois.

8. Obligation d'informer

8.1 Signalement des changements

(Art. 39 du règlement des subsides)

Les bénéficiaires de subsides doivent immédiatement signaler au FNS et au service de gestion des subsides tout changement important dans les déterminantes pour l'octroi.

8.2 Obligation d'observation des informations

(Art. 39 du règlement des subsides)

¹ Le FNS communique par courriel des informations générales et juridiquement valides à l'attention des requérant-e-s et des bénéficiaires de subsides, en général via une newsletter électronique. Le FNS peut compléter sa correspondance par des publications écrites ou diffuser des informations sur son site web.

² Les requérant-e-s et les bénéficiaires de subsides sont tenus de communiquer au FNS une adresse e-mail valable.

³ Les destinataires portent la responsabilité des éventuels préjudices découlant de la non-observation d'informations.

8.3 Résumés vulgarisés et mots clés

(Art. 40 du règlement des subsides)

¹ Les bénéficiaires de subsides à qui sont adressées les communications doivent remettre par écrit au FNS un résumé vulgarisé (lay summary) du projet de recherche envisagé, sous une forme qui soit compréhensible du grand public, accompagné de mots clés thématiques (keywords) pour une diffusion sur le site web du FNS.

² Les bénéficiaires de subsides à qui sont adressées les communications sont responsables du contenu du résumé vulgarisé et des mots clés. Les données doivent remplir les conditions indiquées sur la décision d'octroi et être rédigées conformément aux prescriptions du FNS. Le FNS se réserve le droit de procéder à une correction rédactionnelle des résumés vulgarisés et des mots clés qui lui sont soumis.

³ Le résumé vulgarisé et les mots clés doivent être remis au FNS après réception de la décision d'octroi, au plus tard au moment de la demande de déblocage du subside.

⁴ La publication dans la banque de données du FNS se fait après le déblocage du subside.

⁵ Le résumé vulgarisé et les mots clés peuvent être actualisés et complétés tout au long des travaux de recherche. En cas de changements fondamentaux, l'actualisation est obligatoire.

⁶ À la fin des travaux de recherche, les bénéficiaires de subsides sont tenus d'actualiser le résumé vulgarisé en y intégrant leurs résultats de recherche. Cette mise à jour est une condition à l'approbation du rapport final.

8.4 Banque de données des projets de recherche

(Art. 40 du règlement des subsides)

¹ Les bénéficiaires de subsides fournissent au FNS les informations et les données requises pour qu'elles soient intégrées à la banque de données d'accès public. Ces informations et annonces s'effectuent dans le cadre du dépôt de la requête en vue du début des travaux de recherche ainsi que pendant et après l'achèvement du projet ou du programme. Les annonces s'effectuent en

grande partie par le biais des rapports scientifiques (ch. 9.3) qui comportent notamment les informations suivantes :

- a. nom, titre académique, sexe, ORCID et institution des bénéficiaires de subsides ainsi que des collaboratrices et collaborateurs et des partenaires de projet ;
- b. titre du projet/programme ;
- c. discipline(s) du projet ;
- d. projets connexes ;
- e. durée du subside ;
- f. en règle générale, montant des subsides octroyés ;
- g. résumé scientifique (abstract) ;
- h. publications ;
- i. manifestations scientifiques ;
- j. manifestations consacrées au transfert de connaissances ;
- k. informations pour la communication publique ;
- l. collaboration avec d'autres chercheuses ou chercheurs et institutions ;
- m. outputs orientés vers l'application ;
- n. distinctions.

² Outre les résumés vulgarisés et les mots clés, le FNS publie les données et informations définies à l'alinéa 1 dans la banque de données de recherche accessible au public.

³ Si le projet ou le programme subit des modifications substantielles, les données saisies dans la banque de données de recherche doivent être adaptées en conséquence. Les bénéficiaires de subsides signalent ces modifications au FNS de leur propre initiative.

⁴ Lors de la publication de données personnelles, le FNS veille aux droits sur la protection des données des personnes concernées.

9. Obligation de remettre des rapports

9.1 Remise des rapports ; principes

(Art. 41 du règlement des subsides)

¹ Les rapports suivants doivent être remis au FNS :

- a. rapports financiers sur l'utilisation des subsides du FNS et
- b. rapports scientifiques sur les résultats obtenus grâce à la recherche encouragée, avec indication des données scientifiques output.

² Des rapports intermédiaires et finaux doivent être rédigés et soumis conformément aux dispositions en vigueur pour l'instrument d'encouragement concerné.

³ L'obligation de fournir les rapports requis incombe aux bénéficiaires de subsides à qui sont adressées les communications.

⁴ Si les conditions préalables sont réunies, le FNS confirme l'approbation des rapports aux bénéficiaires de subsides à qui sont adressées les communications. Dans le cas contraire, le FNS les retourne pour correction.

⁵ L'obligation de remettre des rapports existant vis-à-vis du FNS ne constitue en aucun cas une contre-prestation au sens du droit fiscal.

9.2 Rapports financiers

(Art. 41 du règlement des subsides)

¹ Les rapports financiers intermédiaires et finaux rendent compte au FNS de l'utilisation des subsides.

² Les rapports financiers sont établis par les services de gestion des subsides. Ils doivent être contrôlés et transmis au FNS par voie électronique via *mySNF* par les bénéficiaires de subsides dans les délais impartis. Les bénéficiaires qui gèrent eux-mêmes leurs subsides établissent eux-mêmes les rapports conformément aux directives promulguées par le FNS.

³ Des rapports financiers consolidés sur le subside tout entier doivent dans tous les cas être remis au FNS, notamment aussi lorsque des participants et leurs collaboratrices et collaborateurs effectuent des recherches ou travaillent dans des institutions différentes.

⁴ Les rapports financiers doivent être transmis annuellement pour autant que le FNS ne décrète pas expressément autre chose.

9.3 Rapports scientifiques

(Art. 41 du règlement des subsides)

¹ Les rapports scientifiques intermédiaires et finaux rendent compte de la réalisation des objectifs de recherche, des résultats de recherche obtenus ainsi que l'état d'avancement des projets.

² Des données importantes pour les résultats et le contrôle des résultats sont rassemblées dans les rapports scientifiques. Ces derniers peuvent servir de base supplémentaire pour l'attribution d'autres fonds de recherche.

³ Dans les rapports scientifiques, la collecte des données est élaborée conformément aux directives de chaque instrument d'encouragement et comporte en général une partie qualitative et une partie quantitative (données output).

⁴ L'obligation de communication des données output doit également être remplie après le rapport final et s'éteint trois ans après la date de ce dernier. Si une demande de continuation est acceptée, la date retenue est celle du rapport final correspondant.

⁵ La partie qualitative du rapport final est supprimée sur présentation d'une demande de continuation acceptée. Seules les données output doivent être présentées.

9.4 Distinction par rapport aux résumés vulgarisés

(Art. 41 du règlement des subsides)

L'obligation de présenter des résumés vulgarisés est indépendante de l'obligation de présenter des rapports scientifiques.

10. Contrôles et sanctions

10.1 Procédure de contrôle

(Art. 42 du règlement des subsides)

Le FNS vérifie régulièrement la légitimité de l'utilisation des subsides au moyen des rapports scientifiques et financiers soumis par les bénéficiaires de subsides et des déclarations provenant des services de gestion des subsides et de tiers ou dans les cas particuliers sur la base de ses propres constatations.

10.2 Sanctions

(Art. 43 du règlement des subsides)

¹ Le FNS prononce des sanctions lorsque :

- a. des infractions à l'encontre du règlement des subsides ou d'autres directives applicables aux requêtes ou aux subsides sont constatées ;
- b. des infractions à l'encontre de l'intégrité scientifique et des bonnes pratiques scientifiques en rapport avec l'acquisition ou l'utilisation de subsides du FNS sont constatées.

² La procédure de prise de sanctions est basée :

- a. sur les chiffres 10.3 à 10.6 dans les cas mentionnés à l'alinéa 1, lettre a ;
- b. sur le règlement relatif aux comportements scientifiques incorrects dans les cas mentionnés à l'alinéa 1, lettre b.

³ Si une infraction à l'encontre de l'intégrité scientifique est soupçonnée en lien avec l'utilisation de subsides du FNS, la procédure décrite à l'alinéa 1, lettre b est subsidiaire par rapport à la procédure de l'institution dans laquelle le comportement incorrect est présumé avoir eu lieu. Le FNS peut renoncer à mener sa propre procédure si l'institution de recherche concernée est en train de mener ou à déjà conduit une procédure spécifique. Dans ces derniers cas, le FNS peut néanmoins mettre en œuvre une procédure de prise de sanctions conforme à l'alinéa 1, lettre a et prononcer des sanctions en tenant compte des constatations ou des résultats de l'enquête réalisée par l'institution compétente.

10.3 Lancement de la procédure, droit d'être entendu

(Art. 43 du règlement des subsides)

¹ Une procédure de prise de sanctions peut être lancée sur la base des propres constatations du FNS ou des déclarations provenant de tiers.

² La personne responsable est entendue avant que la décision relative à une sanction ne soit prise.

10.4 Nature et étendue des sanctions

(Art. 43 du règlement des subsides)

¹ Les sanctions prononcées doivent être proportionnées et dépendent en particulier de la gravité de l'infraction commise et, le cas échéant, de l'ampleur du dommage subi.

² Une exclusion de la procédure de soumission des requêtes peut être prononcée pour une durée maximale de cinq ans.

10.5 Protection des dénonciateurs d'abus, dénonciation spontanée

(Art. 43 du règlement des subsides)

¹ Le FNS garantit le droit à la confidentialité aux personnes qui dénoncent les abus et les infractions d'autres personnes dans le cadre des procédures menées par le FNS.

² Si la personne concernée se dénonce elle-même pour une infraction ou un abus, le FNS peut tenir compte de cette circonstance dans l'appréciation de la sanction.

10.6 Communications à des tiers

(Art. 43 du règlement des subsides)

Le FNS est autorisé à informer l'institution de recherche, respectivement l'employeur de la personne concernée par la sanction lorsque, dans des cas particuliers, cette information est indispensable à l'accomplissement d'une tâche prescrite par la loi pour la ou le destinataire de cette information.

11. Droits relatifs aux résultats, à la mise en valeur, à la publication et à la mise à disposition des résultats issus de la recherche

11.1 Droits de propriété intellectuelle, principes

(Art. 44 du règlement des subsides)

¹ Le FNS ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle et d'utilisation des résultats pour la recherche qu'il soutient.

² La recherche sur mandat, éventuellement réalisée dans le cadre d'un programme et réglée contractuellement, fait toutefois exception à cette règle.

11.2 Utilisation à des fins commerciales, brevets et droits protégés

(Art. 44 du règlement des subsides)

¹ Dans le cadre du rapport final, les bénéficiaires de subsides doivent signaler au FNS toute utilisation à des fins commerciales de résultats issus de la recherche, ou tout dépôt ou obtention de brevets et autres droits similaires issus de ces travaux.

² Si les conditions préalables requises pour pouvoir informer le FNS selon l'alinéa 1 ne sont pas encore réunies au moment du rapport final, les bénéficiaires de subsides sont tenus d'informer le FNS, conformément à l'alinéa 1, jusqu'à écoulement d'un délai de trois ans à compter de la date du rapport final.

³ Cet avis indique le nom du ou des ayant droit, le titre, le numéro ainsi que l'instance d'enregistrement des droits relatifs aux résultats issus de la recherche, voire des droits d'utilisation.

⁴ Les frais entraînés par un dépôt de brevet et d'autres droits relatifs aux résultats issus de la recherche peuvent être pris en charge par le FNS, notamment dans le cadre des programmes nationaux de recherche et des Pôles de recherche nationaux.

⁵ Les frais de recherches de brevet peuvent être pris en charge dans la mesure où celles-ci revêtent un intérêt pour la recherche scientifique au début du projet de recherche.

11.3 Droits des collaboratrices et des collaborateurs

(Art. 44 du règlement des subsides)

¹ Le FNS attend des intéressés qu'elles/ils tiennent compte convenablement des droits des collaboratrices et des collaborateurs lors de la réglementation des droits de propriété.

² Il salue les réglementations des institutions de recherche et des autres intéressés visant la protection de la propriété intellectuelle et la promotion du transfert de savoir.

11.4 Droits relatifs au matériel de valeur durable

(Art. 45 du règlement des subsides)

¹ Les bénéficiaires de subsides doivent mentionner dans le rapport scientifique final la localisation, la valeur réelle et le statut de propriété du matériel de valeur durable, pour autant que la contribution du FNS se soit montée à un minimum de 50 000 francs pour une acquisition particulière, notamment l'achat d'équipements et d'appareils.

² Toute cession de matériel de valeur durable à des tiers ou tout déplacement de celui-ci dans d'autres lieux de recherche doit être communiquée au FNS par écrit. Le FNS décide au cas par cas d'un remboursement de son subside en tenant compte de la dépréciation.

11.5 Principes de la valorisation

(Art. 46 et 47 du règlement des subsides)

¹ Dans les mesures de valorisation, les bénéficiaires de subsides doivent respecter les standards de qualité du FNS.

² Les mesures de relations publiques relevant de domaines qui revêtent une signification fondamentale pour la société et la politique doivent être préparées et exécutées par les bénéficiaires de subsides avec toute la précaution et le professionnalisme adéquats.

³ Lorsqu'il est prévisible qu'un thème de recherche suscitera la controverse dans l'opinion publique (*sensitive issues*), les bénéficiaires de subsides sont tenus de consulter le FNS avant la communication.

⁴ Quel que soit la forme de la communication, celle-ci doit faire mention du soutien du FNS dont elle a bénéficié.

⁵ Outre les dispositions de ce règlement, des prescriptions spécifiques à chaque programme doivent être observées pour les mesures de valorisation des PNR, des PRN et autres programmes, que ce soit sur les programmes eux-mêmes ou sur les résultats de recherche en découlant.

11.6 Standards de qualité

(Art. 46 et 47 du règlement des subsides)

¹ Dans la communication sur leurs projets de recherche et les résultats en découlant, les bénéficiaires de subsides veillent à ce que les principes suivants soient respectés :

- a. respect des principes éthiques et des règles de l'intégrité scientifique ;
- b. professionnalisme, proportionnalité, transparence, ouverture et disposition au dialogue ;
- c. la communication et l'argumentation s'appuieront sur de nouvelles découvertes scientifiques dûment étayées (dans la mesure du possible, conformes aux standards du principe de l'évaluation par les pairs) ;
- d. la communication se fait en son nom, sans engager le FNS en tant qu'institution ;
- e. respect des droits des co-auteurs ;
- f. respect des directives relatives à la communication scientifique avec le grand public, publiées sur le site web du FNS.

² Le FNS sanctionne les infractions aux règles et aux principes énoncés ci-dessus, sur la base de l'article 43 du règlement des subsides, notamment en cas de propagande tendancieuse, de manipulation, de dissimulation, de tromperie ou de désinformation.

11.7 Branding des projets FNS et des programmes

(Art. 46 et 47 du règlement des subsides)

¹ Les bénéficiaires de subsides doivent obligatoirement faire mention du soutien du FNS dans toutes les publications scientifiques et toutes les mesures de relations publiques, notamment dans les communiqués de presse, sur les projets de recherches soutenus.

² Les bénéficiaires utilisent la formule « soutenu par le FNS » dans la mesure où le projet bénéficie ou a bénéficié d'un subside du FNS. Dans la mesure du possible, il est souhaitable que la formule soit accompagnée du logo du FNS. Celui-ci figurera sur les présentations, posters, conférences, brochures d'information, articles, livres et autres formes de publication.

³ Les bénéficiaires de subsides utilisent obligatoirement la formule « évalué par le FNS » si le projet concerné a été uniquement évalué par le FNS. Dans ce cas, l'usage du logo du FNS est interdit.

⁴ Pour les programmes de recherche, les prescriptions de branding spécifiques seront respectées.

11.8 Données utiles à des recherches ultérieures

(Art. 47 du règlement des subsides)

¹ L'obligation d'intégrer les données recueillies dans des projets soutenus par le FNS dans des bases de données scientifiques reconnues est en général stipulée dans la décision d'octroi du FNS.

² Le FNS peut imposer aux bénéficiaires de subsides de mettre à disposition les données utiles à des recherches ultérieures, que ce soit pendant ou après l'achèvement du projet de recherche.

11.9 Open Access (OA) : principe

(Art. 47 du règlement des subsides)

¹ Le FNS soutient et encourage le principe du libre accès électronique (open access) à la connaissance scientifique sur le plan national et international.

² Il est cosignataire de la « Déclaration de Berlin sur le Libre Accès à la Connaissance scientifique » d'octobre 2003⁹.

³ En principe, le FNS astreint les bénéficiaires de subsides à déposer en libre accès les résultats des recherches qu'il a soutenues.

⁴ Les présentes directives ne restreignent pas la liberté des bénéficiaires de subsides en ce qui concerne le choix d'une maison d'édition pour une publication.

11.10 OA : obligation

(Art. 47 du règlement des subsides)

¹ Les bénéficiaires de subsides doivent en principe rendre publics les résultats de leurs recherches sous la forme de publications numérisées, accessibles à titre gratuit sur l'Internet (publication en libre accès).

² Ils attesteront devant le FNS qu'ils ont satisfait à cette obligation dans le cadre des dispositions et critères indiqués pour l'élaboration des rapports (rapport scientifique).

³ Le chiffre 11.13 s'applique aux exceptions relatives à l'observation des principes du libre accès.

⁹ <http://oa.mpg.de/openaccess-berlin/berlindeclaration.html> (en anglais ou en allemand)

11.11 OA : forme et délais

(Art. 47 du règlement des subsides)

¹ L'observation des principes du libre accès s'ajoute à la publication par une maison d'édition, sauf en cas de publication directe dans une revue en libre accès (cf. al. 2).

² On satisfait au libre accès soit en déposant les publications dans des archives électroniques spécifiques à une discipline ou des archives électroniques institutionnelles (repositories, « green road ») et/ou en les faisant paraître directement dans des revues renommées, à savoir des revues en libre accès soumises à un comité de lecture « peer-review » (« gold road »).

³ Les archives électroniques institutionnelles mentionnées à l'alinéa 2 sont les dépôts (repositories) accessibles au public des hautes écoles et d'autres institutions de recherche reconnues.

⁴ Les bénéficiaires de subsides doivent procéder à la publication en libre accès en même temps ou le plus tôt possible après la publication par une maison d'édition, au plus tard dans les six mois qui suivent.

⁵ Les publications de livres doivent être accessibles dans une base de données institutionnelle ou spécialisée dans une discipline après un délai de blocage de 24 mois au maximum.

11.12 OA : droits d'exploitation

(Art. 47 du règlement des subsides)

¹ Dans les contrats d'édition, les bénéficiaires de subsides s'engagent, dans la mesure du possible, à se réserver de manière ferme et durable un droit d'exploitation non exclusif à des fins de publication électronique de leurs résultats de recherche, afin de garantir le libre accès, respectivement une utilisation non commerciale à titre gratuit.

² La réserve mentionnée à l'alinéa 1 doit contenir en général le droit à une utilisation gratuite intervenant immédiatement, respectivement rapidement après la publication des résultats.

³ Si, pour des raisons juridiques, il n'est pas possible de respecter la disposition citée à l'alinéa 2, il faut procéder à la publication en accès libre dès que le délai d'attente a expiré.

⁴ La réserve relative aux droits d'exploitation garantissant le libre accès doit être exigée de manière systématique et explicite avant la conclusion du contrat.

11.13 OA : exceptions

(Art. 47 du règlement des subsides)

¹ Si, pour des raisons juridiques, il n'est pas possible d'effectuer la publication en libre accès conformément aux dispositions de la présente directive, les bénéficiaires de subsides doivent, à la demande du FNS, l'en informer et lui apporter les documents y afférents par le biais du rapport scientifique.

² Si la publication en libre accès des livres numériques cofinancés par le FNS entraîne des frais manifestement disproportionnés (par ex. droits d'image en histoire de l'art), le FNS peut, sur demande, abroger cette obligation¹⁰.

³ Au demeurant, les dispositions du règlement des subsides s'appliquent en particulier lorsque les intérêts relatifs au maintien du secret légitime l'exigent.

¹⁰ Modifié par décision du Conseil de la recherche du 1^{er} novembre 2016, entré en vigueur immédiatement.

11.14 OA : soutien du FNS

(Art. 47 du règlement des subsides)

La mention du soutien du FNS au projet de recherche est également obligatoire pour les publications en accès libre.

12. Autres dispositions

12.1 Responsabilités

¹ Le FNS décline toute responsabilité pour les accidents ou les maladies et leurs conséquences ou pour les dommages de quelque nature que ce soit survenus pendant la réalisation des travaux de recherche menés avec son soutien financier.

² Le FNS n'est en aucun cas sponsor ou donneur d'ordre, au sens juridique du terme, de la recherche qu'il soutient et décline toute responsabilité dans le cadre des dispositions correspondantes, notamment dans le domaine de la recherche sur l'être humain.

12.2 Assurances

¹ La conclusion d'assurances responsabilité civile est l'affaire des bénéficiaires de subsides, respectivement des institutions qui les emploient. Les frais de telles assurances ne doivent pas être mis à la charge du FNS.

² Les bénéficiaires veillent à ce que le matériel de valeur durable, acquis grâce aux subsides du FNS, soit intégré à l'assurance contre les dommages matériels de l'institution qui les emploie.

12.3 Taxe sur la valeur ajoutée

Les subsides du FNS sont des subventions au sens de l'article 18, alinéa 2, lettre a de la loi fédérale sur la TVA. Ils ne sont pas soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Si des fonds octroyés par le FNS sont transférés à des partenaires de projet ou à d'autres bénéficiaires de subsides, le FNS recommande de leur signifier par écrit qu'il s'agit de subventions.

13. Dispositions finales

13.1 Abrogation et intégration du droit en vigueur

¹ L'entrée en vigueur du présent règlement entraîne l'abrogation :

- a. du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides du 17.06.2008 avec toutes ses annexes ;
- b. du règlement sur l'information, la valorisation et les droits relatifs aux résultats issus de la recherche du 17.06.2008.

² Les dispositions du règlement sur l'encouragement des postdoctorant-e-s avec des obligations familiales dans des projets soutenus par le FNS – mesures d'allègement (120%) du 13.02.2013 et du règlement relatif à l'encouragement de la mobilité des doctorant-e-s dans les projets de recherche soutenus par le FNS du 1.11.2011 sont intégrés aux annexes du présent règlement.

13.2 Dispositions transitoires

¹ Ce règlement est applicable aux procédures de requêtes encore pendantes lors de son entrée en vigueur dans la mesure où il n'en résulte aucun désavantage pour les requérants. L'évaluation et la prise de décision relative aux requêtes s'effectue sur la base des formulaires en vigueur au moment de leur soumission.

² Ce règlement est applicable aux modalités d'encouragement établies avant son entrée en vigueur. Les droits accordés aux bénéficiaires de subsides lors de la décision d'octroi demeurent néanmoins valables même s'ils ne trouvent plus de fondement dans ce nouveau règlement.

³ Ce règlement est applicable aux requêtes soumises après son entrée en vigueur. Si certaines dispositions de ce règlement ne sont pas transposées dans les formulaires de requêtes et dans les autres formulaires mis à disposition sur la plateforme *mySNF* lors de la soumission des requêtes, il n'en résulte aucun désavantage pour les requérant-e-s et les requêtes sont évaluées sur la base des formulaires en vigueur au moment de la soumission.

⁴ Diverses nouveautés, dont la déclaration personnelle des requérant-e-s, les partenaires de projets en guise de nouveau statut, l'obligation d'annoncer des fonds de tiers, ne seront pas encore applicables pour les entrées de requêtes mentionnées ci-après. Les directives déterminantes dans *mySNF* se fondent alors sur les anciennes dispositions :

1. échéances pour les esquisses relatives au PNR 72 « Résistance aux antimicrobiens » (11.1.2016), au PNR 74 « Système de santé » (18.1.2016) et au PNR 75 « Big Data » (13.1.2016)
2. Advanced PostDoc.Mobility (01.2.2016)
3. Subsides de retour en Suisse AdvancedPostDoc.Mobility (01.2.2016)
4. Ambizione (12.2.2016)
5. Doc.Mobility (01.3.2016)
6. Early Postdoc.Mobility (01.3.2016)
7. PNR 69 2^{ème} phase de recherche (01.3.2016)
8. Doc.CH (10.3.2016)
9. Encouragement de projets (01.4.2016)
10. Projet pilote OAPEN-CH (13.4.2016)
11. Esquisses Professeurs boursiers du FNS (02.5.2016)
12. R'Equip (15.5.2016)

⁵ En ce qui concerne l'imputabilité des frais, les bénéficiaires de subsides peuvent uniquement faire valoir les frais dont la prise en compte est prévue de manière valable dans les formulaires de *mySNF*. Les frais imputables qui ne sont pas pris en compte dans les décisions d'octroi, parce que leur remboursement ne pouvait pas encore être sollicité dans les formulaires inhérents aux requêtes, peuvent néanmoins être mis à la charge des subsides à partir du 1.1.2016 pour autant que le subside ne soit pas globalement dépassé. Le FNS ne rembourse néanmoins pas de tels frais comme des frais additionnels ou supplémentaires.

13.3 Entrée en vigueur

Ce règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Annexe 1 : Règles d'utilisation de mySNF

(ch. 1.15 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides) ;
version du 1^{er} janvier 2016

mySNF est une plate-forme d'interaction du Fonds national suisse entre les requérant-e-s, les évaluatrices et évaluateurs, les institutions de recherche et le Secrétariat du FNS. L'accès au site Internet mySNF.ch et l'utilisation de celui-ci sont soumis aux conditions ci-après.

1. Dispositions générales

- 1.1 Compte utilisateur, enregistrement, convention d'utilisation
- 1.2 Données de connexion
- 1.3 Confidentialité
- 1.4 Service d'assistance mySNF
- 1.5 Conditions techniques
- 1.6 Responsabilité
- 1.7 Abus
- 1.8 Validité juridique
- 1.9 For

2. Dispositions spécifiques aux requérant-e-s

1. Dispositions générales

1.1 Compte utilisateur, enregistrement, convention d'utilisation

Un-e utilisateur/trice au sens des présentes règles d'utilisation est une personne possédant un compte d'utilisateur "normal" ou "limité" dans mySNF. Pour pouvoir utiliser un **compte normal**, l'utilisateur/trice doit signer la convention d'utilisation dans mySNF et la retourner au FNS. Les dispositions du présent document s'appliquent dans ce cas, en plus de celles de la convention d'utilisation. Tous les utilisateurs qui n'ont pas retourné la convention d'utilisation signée sur papier au FNS disposent d'un **compte d'utilisateur limité**. Un compte d'utilisateur/trice limité peut être muté en un compte d'utilisateur normal en tout temps, il suffit de remettre une convention d'utilisation signée au FNS.

Toute personne est autorisée à s'enregistrer en qualité de requérant-e avec un compte d'utilisateur mySNF. Le FNS décide sur l'attribution d'autres rôles et fonctions.

Les nouveaux comptes d'utilisateur en qualité de requérant-e ne peuvent être utilisés qu'après un contrôle effectué par le FNS. Cet examen dure en général un jour ouvrable, et peut se prolonger au maximum jusqu'à 5 jours ouvrables. Les utilisateurs/trices sont informés par courriel dès que leur compte est mis en service.

1.2 Données de connexion

L'accès à un compte d'utilisateur est protégé par un nom d'utilisateur et un mot de passe ou, s'il s'agit d'expert-e-s externes, par le biais d'un lien limité dans le temps. Dans les deux cas, les utilisateurs/trices répondent de la conservation appropriée des données d'accès. Ils endossent l'unique responsabilité du contenu des données chargées sur mySNF avec leur compte d'utilisateur.

1.3 Confidentialité

Tous les utilisateurs, qui peuvent consulter dans mySNF des données qui n'émanent pas d'eux, sont tenus de les traiter de manière confidentielle et de ne pas les transmettre à des tiers non autorisés.

Dans le respect des mesures de sécurité requises pour la protection des données, le FNS peut transmettre des données à des tiers à l'étranger ou en Suisse, pour autant qu'il considère que cela est nécessaire à l'évaluation adéquate des projets.

1.4 Service d'assistance mySNF

Le FNS met tout en œuvre pour garantir l'accessibilité au site mySNF. Les interruptions d'exploitation sont généralement communiquées en avance et dans les plus brefs délais. Le service d'assistance mySNF est à disposition pour répondre aux demandes téléphoniques ou par courriel tous les jours ouvrables de 8.30 à 12.00 heures et de 13.30 à 17.00 heures.

1.5 Conditions techniques

Les fichiers transmis ne peuvent être traités que dans une taille et des formats de fichiers prédéfinis par le FNS (PDF, JPG, GIF, PNG, AVI, MOV). Le FNS n'est pas tenu de traiter des fichiers qui ne correspondent pas à ces dispositions. L'utilisateur/trice est informé lorsqu'il n'est pas possible de traiter les données transmises.

1.6 Responsabilité

Le FNS met tout en œuvre pour rendre le site mySNF aussi sûr que possible, afin que l'intégrité et la confidentialité des données saisies soient préservées. Néanmoins, l'on ne peut exclure totalement des manipulations ou pertes de données. Dans les limites de la loi, le FNS décline toute responsabilité pour tout préjudice qui pourrait résulter de l'utilisation du site Internet mySNF.

1.7 Abus

En cas d'usage abusif, sous quelque forme que ce soit, la personne concernée peut se voir interdire l'accès à mySNF.

1.8 Validité juridique

S'il apparaît que certaines parties ou des formulations isolées des présentes règles d'utilisation ne sont pas, plus ou pas intégralement conformes à la situation juridique en vigueur, le contenu et la validité des autres parties n'en seront nullement affectés.

Le FNS se réserve le droit de modifier les présentes dispositions sans avertissement préalable. La version en vigueur est celle publiée sur www.mysnf.ch.

1.9 For

Tout différend qui surviendrait dans le cadre de l'utilisation du site Internet mySNF.ch est exclusivement soumis au droit suisse. Le for juridique est à Berne.

2. Dispositions spécifiques aux requérant-e-s

- 1) Le dépôt de toutes les requêtes visant l'obtention de subsides du FNS se fait via mySNF. Le FNS se réserve le droit de réclamer des documents sur papier.
- 2) Le dépôt d'une requête au FNS requiert que soient satisfaites les conditions fixées aux art. 10 ss du règlement des subsides du FNS, les conditions fixées dans les dispositions correspondantes du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides ainsi que les conditions personnelles et formelles de chaque instrument d'encouragement.
- 3) Chaque requête doit être déposée via le compte d'utilisateur de la personne requérante à qui sont adressées les communications. Elle/il assume l'entière responsabilité des données transmises via mySNF. Si la ou le requérant-e est une personne juridique, la requête doit être déposée avec le compte d'utilisateur de l'interlocuteur/trice désigné.
- 4) Une requête est considérée comme déposée uniquement lorsque l'utilisateur/trice la remet explicitement dans mySNF. Les données saisies avant le dépôt proprement dit sont stockées temporairement pendant 5 ans au minimum et sont accessibles et modifiables, mais ne sont pas traitées par le FNS.
- 5) Les requérant-e-s, qui disposent d'un compte d'utilisateur limité (cf. ch. 1.1), doivent, lors du dépôt d'une requête, signer l'aperçu de la requête qui leur a été transmis par courriel et l'envoyer au FNS par courrier postal.
- 6) Le FNS soumet toutes les requêtes déposées à un examen formel. Si une requête présente un défaut qui peut être corrigé sans autre, le FNS fixe un délai par courriel à la/au requérant-e pour y remédier. Afin de pouvoir procéder aux corrections dans le délai fixé, le requérant doit être atteignable par e-mail pendant les deux semaines qui suivent le délai de remise des requêtes déterminé dans l'instrument d'encouragement.

Annexe 2 : Subsidés pour les publications scientifiques électroniques en libre accès

(ch. 2.16 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsidés) ;
version du 1^{er} janvier 2016

2.1 Principes

¹ Le FNS octroie des subsidés pour les coûts et émoluments liés aux publications scientifiques en libre accès conformément aux dispositions ci-après. Il distingue :

- a. le financement de la publication de résultats issus de projets de recherche soutenus par le FNS dans des **revues en libre accès**, sous la forme de frais imputables liés à un subside octroyé par le FNS, et
- b. le financement de la publication de **livres numériques**, tant sous la forme de frais imputables liés à un subside octroyé par le FNS que de subsidés indépendants concernant des résultats de recherche qui n'ont pas été établis dans le cadre d'un projet de recherche encouragé par le FNS.

² En ce qui concerne les livres numériques, le FNS distingue :

- a. les frais imputables liés aux livres numériques issus d'un projet de recherche soutenu par le FNS ; ces frais doivent être demandés dans la requête à la rubrique des frais imputables ;
- b. le financement de la publication des livres numériques concernant des résultats de recherche qui n'ont pas été établis dans le cadre d'un projet de recherche encouragé par le FNS (subsidés de publication indépendants) ; ces subsidés doivent faire l'objet d'une demande séparée au FNS.

³ Quiconque a le droit de solliciter des subsidés de publication dans le cadre d'un projet de recherche soutenu par le FNS ne peut pas demander des subsidés de publication indépendants pour des publications de livres issues de ce même projet.

⁴ Les subsidés de l'al. 1, let. a ne peuvent être octroyés que dans le cadre d'un projet de recherche soutenu par le FNS.

2.2 Frais imputables pour des publications dans des revues en libre accès

¹ Des coûts visant la publication dans des revues d'un niveau scientifique reconnu (« gold road » ; cf. ch. 11.11 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsidés), paraissant en libre accès (OA) uniquement, font partie des coûts imputables au subside du FNS et peuvent être mis à sa charge jusqu'à concurrence de 3 000 francs par publication en libre accès.

² Les frais de publication en libre accès par le biais de la « green road » (cf. ch. 11.11, al. 2 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsidés) ne sont pas imputables d'office à une requête de recherche. Font exception les publications de livres numériques.

³ Les coûts OA ne peuvent être débités du compte que si la publication a un lien avec le subside du FNS ou avec la requête précédente s'il s'agit de prolongations de subside.

⁴ Les frais d'activation pour les abonnements avec un accès électronique partiellement limité (revues hybrides) ne font pas partie des frais imputables et ne peuvent en aucun cas être pris en charge par le subside du FNS.

2.3 Coûts pour la publication de livres numériques

¹ Le FNS octroie des subsides pour le financement de la publication de livres numériques, tant sous la forme de frais imputables liés à un subside alloué par le FNS que sous la forme de subsides de publication indépendants pour des publications qui n'ont pas vu le jour dans le cadre d'un projet de recherche encouragé par le FNS.

² Les dispositions ci-dessous relatives à la hauteur des subsides et aux conditions de prise en charge des coûts s'appliquent aux deux formes d'allocation de subsides. Les deux formes se distinguent l'une de l'autre dans la demande de subsides (cf. ch. 2.1, al. 2).

³ Les versions numériques de livres publiés sont également considérées comme des publications de livres numériques.

⁴ Le FNS octroie des subsides pour la publication numérique à la condition que celle-ci soit accessible gratuitement dans une base de données institutionnelle ou spécialisée dans une discipline après un délai de blocage de 24 mois au maximum (observation des principes du libre accès).

⁵ Le FNS octroie des subsides pour les coûts d'une publication numérique concernant :

- a. des monographies ;
- b. des thèses et des habilitations ;
- c. des éditions ;
- d. des ouvrages collectifs ;
- e. des rapports finaux de PNR.

Le FNS n'octroie aucun subside de publication indépendant pour des publications citées sous les lettres c et e. Le FNS alloue exclusivement des subsides de publication indépendants aux publications citées sous la lettre d.

⁶ En sont exclus les subsides visant les actes de colloques, plaquettes commémoratives, rééditions ne contenant pas de résultats scientifiques supplémentaires, traductions, éditions s'adressant à des bibliophiles.

2.4 Demande de subsides de publication dans le cadre d'un subside FNS

¹ Les coûts de publication dans le cadre d'un subside du FNS doivent être budgétés au titre de coûts imputables lors du dépôt de la requête.

² Les coûts de publication peuvent être imputés sur le compte du subside uniquement après que le FNS a ratifié un devis de la maison d'édition ainsi que la convention d'édition concernant le libre accès que la ou le requérant-e lui aura remis.

³ En ce qui concerne les requêtes encore pendantes ou les subsides ayant fait l'objet d'une décision du FNS au 30 juin 2014, les requérant-e-s ou les bénéficiaires de subsides peuvent demander un subside par après au FNS pour la publication numérique, mais au plus tard jusqu'à la fin 2017. La demande doit se faire sous la forme d'une requête pour un subside de publication indépendant.

2.5 Remise de requêtes concernant les subsides de publication indépendants

¹ Les requêtes concernant les subsides de publication indépendants du ch. 2.1, al. 2, let. b doivent être remis au FNS via la plate-forme mySNF. Les requêtes peuvent être déposées en tout temps.

² Les requêtes doivent être soumises au FNS avant la publication de l'ouvrage en question.

³ Le FNS n'entre en matière sur des requêtes relatives à des publications que lorsque le projet de publication complet et définitif lui a été remis. La publication de l'ouvrage en question ne peut commencer qu'après que la décision d'octroi a été prononcée, faute de quoi le FNS décide de ne pas entrer en matière.

⁴ L'auteur-e de l'ouvrage scientifique est autorisé à remettre une requête de publication. Dans des cas exceptionnels, notamment en présence de plusieurs auteurs, l'éditrice ou l'éditeur peut également déposer une requête. Dans les deux cas, les requérant-e-s doivent satisfaire aux conditions générales pour le dépôt d'une requête au FNS conformément à l'article 10 du règlement des subsides.

⁵ Les dispositions suivantes s'appliquent aux subsides de publication alloués aux thèses de doctorat ou aux habilitations sous l'angle des conditions personnelles (art. 10 du règlement des subsides) : une connexion institutionnelle avec une université/haute école suisse doit exister pendant la production de l'ouvrage ou au moment de la demande de subside.

⁶ Les subsides versés à la publication de thèses de doctorat ou d'habilitations exigent que l'ouvrage ait été classé dans l'un des deux niveaux de qualification les plus élevés de la haute école.

2.6 Traitement des requêtes

Dans le cadre de l'évaluation scientifique de l'ouvrage à publier, le FNS a recours à des évaluations écrites par des expert-e-s externes. Exceptionnellement, une dérogation peut être convenue, notamment pour les subsides plus restreints.

2.7 Type et montant des subsides

¹ Le FNS octroie des subsides aux publications de livres numériques selon les barèmes suivants :

- a. Un subside jusqu'à concurrence de 12 000 francs pour une publication numérique simple ;
- b. Un subside jusqu'à concurrence de 22 000 francs pour une publication numérique enrichie (enriched e-book) ;
- c. Un montant forfaitaire de 8 000 francs pour les thèses de doctorat ou les habilitations.

² Les montants maximaux cités à l'al. 1, let. a et b peuvent être augmentés lorsque la production de la publication numérique présente des exigences accrues, notamment pour des éditions et suite à des droits d'image plus élevés.

³ Le montant forfaitaire cité à l'al. 1, let. c. peut être augmenté lorsqu'un devis de la maison d'édition est remis au FNS et que les frais supplémentaires survenus sont dûment mentionnés.

2.8 Utilisation et calcul des subsides

¹ Les subsides du FNS doivent être utilisés pour les frais de production de la publication numérique. Ces coûts englobent : composition, mise en page, droits d'image, traitement des images, lectorat/correctorat et digitalisation.

² Il est exclu que ce subside soit utilisé pour couvrir des frais d'impression et de papier, des honoraires d'auteur ou des frais d'infrastructure d'édition.

³ Le FNS verse un montant maximal de 5 000 francs pour les coûts des prestations éditoriales. Une telle rétribution n'autorise aucun dépassement des barèmes fixés au chiffre 2.7.

⁴ Les requérant-e-s (pour les subsides de publication indépendants) ou les bénéficiaires de subsides (pour les subsides de publication alloués dans le cadre des subsides du FNS) doivent remettre au FNS un devis de la maison d'édition sous forme électronique conforme aux prescriptions du FNS (formulaire). Le FNS contrôle l'adéquation du relevé des coûts présentés et peut opérer des réductions. Si les coûts prévus dépassent les montants maximaux cités au chiffre 2.7, le subside du FNS se limitera dans tous les cas au montant maximum applicable.

⁵ En ce qui concerne les thèses de doctorat et les habilitations, il n'est pas nécessaire de soumettre une liste des coûts telle que prévue à l'al. 4. En revanche, la convention d'édition décrite au chiffre 2.9, al. 2 doit être remise.

2.9 Réglementations avec les maisons d'édition, obligation de publier en libre accès

¹ Les subsides de publication du FNS requièrent que la publication numérique soit accessible gratuitement dans une base de données institutionnelle ou spécialisée dans une discipline après un délai de blocage de 24 mois au maximum (obligation de publier en libre accès).

² Les requérant-e-s ou les bénéficiaires de subsides doivent présenter au FNS une convention concernant le libre accès munie de la signature juridiquement valable des maisons d'édition. Dans la mesure du possible, afin de garantir le libre accès ou l'utilisation gratuite sans but commercial, il convient de réserver dans les contrats d'édition un droit d'exploitation non exclusif et permanent concernant la publication électronique.

³ Dans le cadre du contrat d'édition, les maisons d'édition garantissent de manière contraignante aux requérant-e-s de fournir les prestations éditoriales ainsi que les travaux de production pour une publication numérique lorsque ces prestations sont remboursées par le FNS.

⁴ Le contrat entre les requérant-e-s et la maison d'édition doit mentionner que celle-ci s'engage à indiquer le soutien du FNS dans la publication numérique.

⁵ Si une publication en libre accès suivant les instructions susmentionnées entraîne des frais manifestement disproportionnés (par ex. droits d'image en histoire de l'art), le FNS peut sur demande abroger cette obligation¹¹.

2.10 Assurance de la qualité

¹ En règle générale, le FNS fait évaluer les requêtes visant des subsides de publication indépendants par des externes. La qualité scientifique et l'importance de la publication sont déterminantes pour un encouragement.

² La publication d'ouvrages collectifs requiert que chaque contribution ait été soumise avec succès à un examen qualitatif par un processus reconnu d'évaluation par les pairs (peer review).

³ Les thèses de doctorat et les habilitations ne sont pas évaluées en externe. Le ch. 2.5, al. 6 de cette annexe s'applique.

¹¹ Modifié par décision du Conseil de la recherche du 1^{er} novembre 2016, entré en vigueur immédiatement.

2.11 Approbation et versement du subside

¹ Le FNS accorde des subsides de publication sur la base du devis qui lui a été remis et qui comprend les coûts de production, la convention avec la maison d'édition (y compris l'obligation de publier en libre accès) ainsi que, le cas échéant, le résultat de l'évaluation scientifique.

² Les subsides de publication approuvés dans le cadre d'un subside FNS sont gérés par les services de gestion des subsides. Ces derniers versent ensuite les subsides aux maisons d'édition conformément aux conditions stipulées.

³ Les subsides de publication indépendants sont alloués directement aux bénéficiaires. Ces derniers versent ensuite les subsides aux maisons d'édition conformément aux conditions stipulées.

⁴ La décision, concernant les requêtes pour un subside de publication indépendant, est notifiée sous forme de décision. Les travaux de publication ne doivent pas débiter avant la notification de la décision.

⁵ L'utilisation de subsides de publication dans le cadre des projets de recherche soutenus par le FNS n'est approuvée qu'après que le devis de la maison d'édition et la convention conclue avec celle-ci en matière de libre accès électronique ont été remis au FNS avant la fin du subside et qu'ils ont été évalués positivement par celui-ci. Le FNS contrôle l'adéquation du relevé des coûts et peut procéder à des réductions.

2.12 Pièces justificatives adressées au FNS

Au terme du délai de blocage, les bénéficiaires de subsides sont tenus de saisir dans les données output l'adresse URL de la publication en libre accès.

Annexe 3 : Subsidés pour réunions¹²

(ch. 2.17 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsidés)

¹² Abrogé par décision du Conseil national de la recherche du 14 février 2017, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2017.

Annexe 4 : Flexibility Grants (anciennement Mesures d'allégement 120%) (ch. 2.18 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides) ; version du 15 août 2017, en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2018

4.1 Principe et objectifs

¹ En octroyant un Flexibility Grant, le FNS permet de mieux concilier les charges d'assistance avec l'activité scientifique et la carrière académique.

² Le FNS alloue aux scientifiques de la relève, pouvant apporter la preuve qu'ils assument la plus grande partie de la garde de leur(s) enfant(s), des subsides pour l'engagement de personne(s) auxiliaire(s) et pour des frais de garde des enfants (Flexibility Grant), conformément aux dispositions ci-après.

³ Les montants sont alloués dans le contexte des subsides de recherche du FNS et versés soit aux bénéficiaires de subsides soit aux postdoctorant-e-s ou doctorant-e-s payés via le projet de recherche financé.

⁴ Il est possible de combiner un "subside pour l'engagement d'une personne auxiliaire" avec un "subside pour les frais de garde des enfants".

4.2 Subside pour l'engagement d'une personne auxiliaire

¹ Le subside pour l'engagement d'une personne auxiliaire permet de réduire le temps de travail d'un poste à 80%-100% à un taux d'occupation minimal de 60% et d'engager une personne (un-e scientifique ou un-e collaborateur/trice technique ou aide) dans le cadre du projet de recherche soutenu par le FNS.

² Le FNS contribue au salaire de la personne auxiliaire. Cette contribution se monte à 20% au maximum du salaire brut - calculé sur la base d'un taux d'occupation à 100% - de la personne qui en fait la demande; à cela s'ajoute le salaire brut libéré suite à la réduction du taux d'occupation (à savoir au maximum 40% du salaire brut déterminant de la personne qui demande le subside).

³ Il est également possible de demander un subside pour l'engagement d'une personne auxiliaire sans réduire son taux d'occupation. Dans ce cas-là, le taux d'occupation de la personne qui en fait la demande doit être de 80%-100%. Le montant versé pour l'engagement d'une personne auxiliaire (collaborateur/trice scientifique ou technique ou aide) dans le projet de recherche soutenu est limité à 20% du salaire brut déterminant de la personne qui demande le Flexibility Grant.

4.3 Contribution aux frais de garde des enfants

¹ Les subsides pour couvrir des frais de garde des enfants permettent aux scientifiques de la relève de poursuivre leur activité scientifique tout en évitant autant que possible des retards.

² Leur taux d'occupation doit être de 80% au minimum.

4.4 Conditions personnelles : encouragement par le FNS

¹ Les scientifiques de la relève suivants peuvent obtenir un Flexibility Grant:

- a. les bénéficiaires des instruments d'encouragement de carrière Ambizione (avec salaire), PRIMA et Doc.CH;

- b. les postdoctorant-e-s financés par le FNS au sens du chiffre 7.2, alinéa 1, lettre b du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides du FNS et employés dans une institution suisse;
- c. les doctorant-e-s financés par le FNS et employés dans une institution suisse; les doctorant-e-s ne peuvent bénéficier que des subsides pour la garde des enfants.

² Les subsides peuvent aussi être demandés dans les Pôles de recherche nationaux (PRN). La procédure de soumission et de demande spécifique aux PRN est réglée dans les directives PRN „Grants for postdocs and doctoral students with family care duties“.

4.5 Autres conditions personnelles

¹ Les scientifiques de la relève doivent satisfaire aux conditions complémentaires ci-après:

- a. à propos des deux types de subsides: preuve de la garde des enfants. Les scientifiques de la relève se chargent de la plus grande part de la garde des enfants, à savoir au moins la moitié. Sont pris en compte les enfants jusqu'à la fin de la scolarité primaire (selon le droit suisse¹³). Le FNS peut demander des justificatifs détaillés en la matière ;
- b. à propos du subside pour l'engagement d'une personne auxiliaire: un taux d'occupation d'au moins 60% après la réduction du temps de travail ou d'au moins 80%, dans la mesure où une personne auxiliaire est engagée sans réduction parallèle du taux d'occupation. La preuve de la réduction du taux d'occupation et de l'engagement de la personne auxiliaire doit être présentée; et
- c. à propos du subside pour les frais de garde des enfants: un taux d'occupation d'au moins 80%.

² Si les deux types de subsides sont combinés, le taux d'occupation doit se monter à 80% au minimum.

4.6 Modalités de soumission et délais

¹ Les demandes peuvent être déposées en tout temps dans le cadre d'un projet de recherche en cours bénéficiant du soutien du FNS, toutefois au plus tard quatre mois avant son achèvement.

² Les subsides peuvent débuter au plus tôt deux mois après la soumission de la demande.

³ Les demandes sont soumises par la ou le bénéficiaire chargé de la correspondance. Il en va de même si le subside est demandé en faveur de collaboratrices ou collaborateurs conformément au chiffre 4.4, lettres b et c.

⁴ La demande doit être soumise sous forme électronique en tant que subside complémentaire, conformément aux instructions de mySNF, et contenir toutes les données et annexes obligatoires.

¹³ La durée du degré primaire se fonde sur l'art. 6 de l'Accord intercantonal du 14 juin 2007 sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (concordat HarmoS). Canton du Tessin : des demandes peuvent être déposées jusqu'à la fin de la 6^e année.

4.7 Traitement des demandes et budget

¹ Les demandes sont traitées en fonction de leur date de réception. Chaque année, le FNS met un budget limité à disposition de ces subsides. Les subsides sont alloués aussi longtemps que des fonds sont disponibles.

² Du moment que les conditions mentionnées aux chiffres 4.4 et 4.5 sont satisfaites, le FNS évalue la pertinence des mesures. C'est le cas lorsqu'elles permettent de mieux concilier la poursuite de l'activité scientifique et la garde des enfants et qu'elles contribuent à éviter autant que possible des retards.

³ Le FNS peut refuser la demande ou réduire le subside sollicité si leur pertinence n'est pas ou que partiellement établie.

⁴ Le FNS n'entre pas en matière sur les demandes qui ne répondent pas aux conditions citées aux chiffres 4.4 et 4.5.

4.8 Octroi et versement des subsides

Les subsides alloués sont imputés au subside global du projet de recherche accepté. Le versement est versé à la demande de la ou du bénéficiaire chargé de la correspondance (versement par tranches).

4.9 Frais imputables

¹ Un subside pour l'engagement d'une personne auxiliaire couvre les coûts salariaux de cette dernière. Les directives du FNS relatives à l'engagement de collaborateurs/trices s'appliquent en la matière. Les moyens libérés par une réduction du taux d'occupation sont pris en compte.

² Un subside du FNS pour la garde des enfants couvre tout au plus les coûts effectifs de la garde des enfants par des tiers, c'est-à-dire au maximum 1'000 francs par enfant/mois. D'éventuelles contributions versées par l'employeur des deux parents pour les frais de garde des enfants seront déduites de ce montant.

³ Le FNS prend en compte d'éventuelles réductions (chiffre 4.7, alinéa 3) concernant la durée et/ou la hauteur du subside demandé.

⁴ Le subside global ne doit pas dépasser 30'000 francs/an.

4.10 Utilisation, adaptations et prolongations du subside

¹ Le subside doit être perçu pendant la durée du projet de recherche soutenu par le FNS.

² Les bénéficiaires de subsides sont astreints à informer immédiatement le FNS de tous les faits susceptibles de modifier ou d'influencer les conditions préalables au subside (article 39 du règlement des subsides). Ils doivent notamment annoncer au FNS les modifications qui surviennent dans l'organisation de la garde des enfants. Le cas échéant, le FNS adapte le subside ou y met un terme si les conditions de son octroi n'existent plus.

4.11 Rapports

¹ Il n'est pas nécessaire de transmettre un rapport scientifique séparé sur le Flexibility Grant. La présentation du rapport a lieu dans le cadre du rapport scientifique ordinaire via le projet de recherche bénéficiant du soutien du FNS.

Annexe 5 : Subsidés de mobilité pour doctorant-e-s dans des projets de recherche soutenus par le FNS

(ch. 2.19 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsidés) ;
version du 15 janvier 2018

I. Dispositions générales

5.1 Principe

¹ Dans le cadre de leur doctorat, les frais d'un séjour à l'étranger des doctorant-e-s employés dans un projet de recherche soutenu par le FNS (un séjour au maximum par doctorant-e) sont imputables au subsidé conformément aux dispositions indiquées ci-après (ci-après "subsidés de mobilité").

² Un subsidé de mobilité permet aux doctorant-e-s d'organiser leur carrière de manière plus flexible. Le FNS considère que la mobilité est un élément essentiel à une carrière académique.

³ L'immatriculation auprès de l'institution suisse et l'engagement comme doctorant-e dans le cadre du projet de recherche soutenu par le FNS se poursuivent pendant le séjour à l'étranger.

5.2 Durée et lieu du séjour

¹ Un subsidé de mobilité est alloué une fois pour six à douze mois. La durée maximale (ch. 7.3 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsidés) de quatre ans que le FNS finance pour le doctorat ne peut pas être prolongée au moyen du séjour à l'étranger.

² Le séjour à l'étranger doit être réalisé auprès d'une institution de recherche à l'étranger qui constitue une plus-value pour la thèse de doctorat et la carrière de la chercheuse ou du chercheur.

³ En outre, le séjour à l'étranger doit correspondre aux objectifs que vise le projet de recherche dans lequel ils s'inscrivent.

II. Conditions formelles et traitement des demandes

5.3 Conditions personnelles

Toute personne employée comme doctorant-e dans le cadre d'un projet de recherche soutenu par le FNS et immatriculée avec ce statut est autorisée à soumettre une demande de subsidé de mobilité.

5.4 Conditions objectives

¹ Le séjour à l'étranger doit avoir lieu pendant le déroulement du projet de recherche soutenu par le FNS.

² La demande pour l'obtention d'un subsidé de mobilité doit se faire sous forme électronique, être soumise conformément aux formats de fichier prédéterminés et contenir toutes les données et annexes obligatoires.

Font notamment partie des annexes obligatoires :

- a. un budget détaillé pour l'établissement des coûts additionnels qui résultent du séjour;

- b. une confirmation de l'institut d'accueil qui garantit l'accompagnement spécifique nécessaire et l'accès à l'infrastructure.

5.5 Modalités de soumission et délais

¹ La ou le responsable du projet de recherche soutenu par le FNS dépose les requêtes via la plateforme web électronique mySNF.

² La demande doit être remise au plus tard deux mois avant le début du séjour à l'étranger. Le ch. 1.15 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides s'applique pour ce qui est du respect des échéances pour le dépôt des demandes.

³ Une demande pour l'obtention d'un subside de mobilité peut être déposée en tout temps dans le cadre d'un projet en cours bénéficiant du soutien du FNS. En conséquence, la demande peut être déposée au plus tôt le jour où débute le projet de recherche soutenu par le FNS, et au plus tard au moment où le projet de recherche soutenu par le FNS bénéficie encore d'une durée de huit mois.

5.6 Non-entrée en matière

Le FNS n'entre pas en matière sur les demandes qui ne remplissent pas les conditions formelles stipulées aux chiffres 5.3 à 5.5.

5.7 Traitement des demandes

¹ Les demandes sont traitées en fonction de leur date de réception.

² Chaque année, le FNS met un budget limité à disposition des subsides de mobilité. Les subsides de mobilité seront alloués aussi longtemps que des fonds sont disponibles.

III. Frais imputables

5.8 Frais couverts

¹ La ou le doctorant-e peut faire valoir les frais suivants :

- a. frais de voyage d'aller vers l'institut hôte et retour. En principe, il faut proposer les variantes les plus avantageuses (train, bus, classe économique). Les frais d'aller et de retour pour des membres de la famille (partenaire, enfants) peuvent également être pris en compte, dans la mesure où ces personnes accompagnent la ou le doctorant-e durant tout le séjour ;
- b. frais de séjour sur place (logement ; taxes d'inscription et frais d'infrastructure dans les hautes écoles étrangères comme par ex. pour la fréquentation de bibliothèques) ;
- c. un montant pour la participation à des congrès scientifiques importants pour la propre recherche de la ou du doctorant-e et qui ne peuvent pas être financés par le projet de recherche.

² Aucun frais de recherche n'est admis.

³ Le FNS alloue au maximum 20'000 francs pour un séjour à l'étranger. Un montant plus élevé peut être versé lorsque la ou le doctorant-e est accompagné de sa famille (partenaire, enfants) durant le séjour.

⁴ Le FNS peut réduire la durée et le budget demandés.

5.9 Salaire

Le salaire de la ou du doctorant-e continue d'être assuré par l'emploi occupé dans le projet de recherche financé par le FNS.

IV. Droits et devoirs des bénéficiaires

5.10 Déblocage des subsides

Le déblocage des subsides alloués a lieu à la demande de la ou du responsable du projet de recherche soutenu par le FNS et est conforme à l'article 33 du règlement des subsides.

5.11 Assurances

Les éventuelles assurances complémentaires nécessaires au séjour à l'étranger, qui ne sont pas couvertes par l'employeur, sont l'affaire des bénéficiaires.

5.12 Rapports

¹ La présentation des rapports a lieu dans le cadre du rapport scientifique ordinaire du projet de recherche bénéficiant du soutien du FNS. Il n'est pas nécessaire de transmettre un rapport scientifique séparé.

² Le décompte financier est établi dans le cadre du rapport financier ordinaire.

³ Si aucun séjour à l'étranger n'a été effectué, cela doit être indiqué dans le rapport financier et les fonds accordés pour le séjour à l'étranger doivent être remboursés au FNS.

V. Dispositions finales

5.13 Autres dispositions

À défaut de dispositions particulières dans la présente annexe, les dispositions du règlement des subsides ainsi que du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides s'appliquent.

Annexe 6 : Protected Research Time for Clinicians

(ch. 2.20 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides) ;
version du 1^{er} janvier 2016

6.1 Principe

Le Fonds national suisse (FNS) veut garantir aux clinicien-nes actifs un temps de travail équivalant à 30 % d'un plein temps pendant lequel ils sont déliés de leurs obligations cliniques afin de pouvoir se consacrer à leurs projets de recherche soutenus par le FNS. Les charges salariales pour ce temps réservé à la recherche sont prises en charge à part égale par le FNS et l'employeur.

6.2 Conditions personnelles

Peuvent déposer une demande de subside « Protected Research Time for Clinicians » (ci-après « Protected Research Time ») les personnes qui :

- a. remplissent les conditions personnelles pour les requérant-e-s conformément à l'article 10 du règlement des subsides et aux articles 4 et 5 du règlement relatif à l'encouragement de projets ;
- b. exercent une activité clinique dans un hôpital suisse habilité à recevoir des subsides conformément à la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI) ;
- c. sont requérant-e-s pour un projet de recherche évalué par la division Biologie et médecine ;
- d. n'ont encore jamais reçu un subside « Protected Research Time » ;
- e. n'occupent pas déjà un poste managérial avec responsabilité budgétaire dans un hôpital ou un poste académique permanent (*tenured position*).

6.3 Conditions objectives

Les demandes pour les subsides « Protected Research Time » doivent être soumises via mySNF, avec les indications et documents suivants :

- a. une description détaillée du rôle de la ou du requérant-e dans le projet de recherche concerné ;
- b. un accord écrit et contraignant pour les deux parties signataires, à savoir la ou le requérant-e et son employeur, qui précise le début, la durée et la répartition du temps réservé à la recherche et la libération correspondante des tâches cliniques ; le temps réservé à la recherche peut varier entre 10 % et 50 %, mais doit en moyenne équivaloir à 30 % sur la durée du projet ;
- c. la ventilation des charges salariales (y c. cotisations sociales) et leur répartition entre le FNS et l'employeur.

6.4 Modalités de soumission et délais

¹ La demande concernant le "Protected Research Time" doit être remise en même temps que la requête de projet et il faut y faire référence dans la lettre d'accompagnement. Les coûts liés au "Protected Research Time" ne doivent pas être saisis dans le budget du projet.¹⁴

² Un subside « Protected Research Time » peut s'étaler sur toute la durée du subside relatif au projet correspondant ; il commence au plus tôt lors du déblocage du subside de projet et se termine au plus tard lors de l'achèvement ou de l'interruption du projet. Toute prolongation est exclue.

¹⁴ Modification rédactionnelle du 20 Juillet 2017, entrée en vigueur immédiate.

6.5 Frais imputables

¹ Le calcul des charges salariales pour le temps réservé à la recherche se fonde sur les barèmes cantonaux de la classe de fonction correspondante, et comprend les cotisations de l'employeur aux charges sociales qui s'appliquent localement. Les éventuels éléments de salaire provenant d'une activité en cabinet privé ou d'autres sources ne sont pas imputables et doivent être entièrement pris en charge par l'employeur.

² Le salaire brut ne doit pas dépasser 150 000 francs (plus les cotisations de l'employeur selon les barèmes reconnus par le FNS). Les charges salariales supplémentaires sont entièrement à la charge de l'employeur.

³ Les subsides « Protected Research Time » non utilisés doivent être remboursés au FNS ; ils ne peuvent pas être utilisés à d'autres fins.

6.6 Évaluation scientifique

¹ Les personnes requérant un subside « Protected Research Time » doivent fournir une contribution personnelle substantielle au projet correspondant à un taux d'activité d'au moins 30 %.

² Les décisions concernant les requêtes pour l'octroi d'un « Protected Research Time » sont prises conjointement à l'évaluation du projet de recherche correspondant.

6.7 Obligation d'informer et rapport scientifique

Toute modification apportée à l'accord mentionné au chiffre 6.3 de la présente annexe doit être soumise au FNS et approuvée par ce dernier.

6.8 Disposition transitoire

Pour le moment, l'initiative « Protected Research Time for Clinicians » est limitée à 2020.

Pour les subsides de projet dont la date de décision se situe entre mars 2015 et mars 2017, des subsides « Protected Research Time » peuvent également être demandés pendant la durée du subside de projet. Les dispositions énoncées dans le présent règlement s'appliquent par analogie, notamment les conditions personnelles et objectives.

Annexe 7 : Frais pour mesures d'encouragement d'égalité des chances : subside égalité

(ch. 2.21 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides) ;
version du 1er janvier 2016

7.1 Principe et objectifs

En prenant en charge le coût des mesures visant à encourager l'égalité des chances, le FNS veut soutenir le développement de carrière et la constitution de réseaux pour la relève scientifique féminine.

7.2 Frais imputables

Le subside égalité fait partie des coûts imputables, conformément à l'article 28 du règlement des subsides. Chaque chercheuse habilitée a le droit de recevoir au maximum 1 000 francs par tranche de 12 mois pendant la durée du projet.

7.3 Mesures soutenues

Le subside égalité peut servir à financer des activités de mentorat, de coaching, des cours de promotion de carrière, des rencontres de réseautage et d'autres mesures similaires. Le subside égalité n'est pas versé pour des mesures destinées à soutenir les familles (par ex. frais de garde des enfants).

7.4 Conditions personnelles ; niveaux

Le subside égalité peut être invoqué par la relève scientifique féminine aux niveaux suivants :

- a. doctorantes,
- b. postdocs et
- c. collaboratrices de hautes écoles spécialisées non titulaires d'un doctorat.

7.5 Conditions personnelles ; encouragement par le FNS

Les membres de la relève scientifique féminine suivantes peuvent obtenir un subside au titre de l'égalité :

- a. bénéficiaires d'instruments d'encouragement de carrière du FNS (à l'exception des professeures boursières FNS et des professeures assistantes Energy Grants) ;
- b. les collaboratrices de projets et d'instruments d'encouragement de carrière financées par le FNS et employées dans une institution suisse.

7.6 Taux d'occupation

En règle générale, le subside égalité ne peut être versé que pour un taux d'occupation d'au moins 60 % financé par le FNS. Le FNS peut accorder des dérogations.

7.7 Garantie de déficit

Le subside égalité est imputé sur le subside et n'a pas besoin de faire l'objet d'une requête. Si le subside égalité ne peut pas être couvert par le subside alloué au projet, les coûts peuvent être recouverts à l'aide des justificatifs correspondants dans le cadre du rapport financier final (garantie de déficit).

Annexe 8 : Subsidés en vue de réduire des charges d'enseignement (ch. 2.23 règlement d'exécution général relatif au règlement des subsidés) ; version du 1.1.2016

8.1 Conditions et demande

Les demandes de subsidés pour décharge de cours (art. 8, al. 5 du règlement relatif à l'encouragement de projets¹⁵) doivent être formulées lors du dépôt des requêtes. Pour l'octroi de subsidé, les conditions formelles suivantes doivent être réunies cumulativement :

- a. Le projet de recherche court sur une période supérieure à deux ans ;
- b. Le subsidé pour décharge de cours concerne uniquement la ou le requérant-e ;
- c. La ou le requérant-e est professeur-e ordinaire, associé-e ou assistant-e dans une haute école universitaire ou professeur-e dans une haute école spécialisée ou une haute école pédagogique ;
- d. Un délai de quatre ans au moins sépare deux demandes de subsidé pour décharge de cours ;
- e. La haute école concernée doit donner son accord à la demande de subsidé pour décharge de cours.

8.2 Hauteur et utilisation des subsidés

Le FNS accorde un subsidé pour décharge de cours d'un montant de 6 000 francs pour une heure horaire semestre jusqu'à un maximum de 24 000 francs pour quatre heures horaire semestre. Le subsidé ne peut être accordé qu'une seule fois par projet. Les heures de décharge concernées peuvent se répartir sur un ou sur deux semestres. Les coûts effectifs qui dépassent le montant alloué ne sont pas pris en charge par le FNS. Toute affectation du subsidé autre qu'à des fins de décharge de cours est exclue.

8.3 Rapports

Les bénéficiaires de subsidés pour décharge de cours ont l'obligation d'informer le FNS de la plus-value apportée par le subsidé pour décharge de cours dans le rapport final.

8.4 Projet pilote

Les subsidés pour décharge de cours sont alloués dans le cadre d'un projet pilote concernant les entrées de requêtes de l'encouragement de projets sises entre le 1^{er} octobre 2016 et le 1^{er} avril 2019.

¹⁵ <http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/projektfoerderungsreglement-f.pdf>

Annexe 9 : Services de gestion des subsides reconnus

(ch. 5.1 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides) ;
version du 1^{er} janvier 2016

Bâle

Universität Basel
Ressort Finanzen
zHv Herr Peter Xander
Abt. Nationalfonds und Drittmittel
Petersgraben 35
Postfach 732

4003 B a s e l

Tél. 061 / 267 12 28
Courriel peter.xander@unibas.ch

Berne

Universität Bern
Finanzabteilung
Hochschulstrasse 6

3012 B e r n

Tél. 031 / 631 53 98
Courriel walter.baertschi@fin.unibe.ch

Fribourg

Université de Fribourg
Services financiers
Miséricorde

1700 F r i b o u r g

Tél. 026 / 300 70 75 (Mme M.-A. Offner)
Courriel marie-antoinette.offner@unifr.ch

Genève

Université de Genève
Comptabilité centrale
à l'att. de M. Roger Amoos
24, rue du Général Dufour

1211 G e n è v e 4

Tél. 022 / 379 75 81
Courriel roger.amoos@unige.ch

Fondation pour l'institut de hautes études
internationales et du développement
à l'att. de Mme H. Lenggenhager
Chemin Eugène-Rigot 2A
Case postale 1672

1211 G e n è v e 1

Tél. 022 / 908 57 25
Courriel
helene.lenggenhager@graduateinstitute.ch

Lausanne

Université de Lausanne
Service financier
à l'att. de M. Pierre Wyss
Bâtiment du Rectorat
et de l'Administration centrale

1015 L a u s a n n e

Tél. 021 / 692 23 21
Courriel pierre.wyss@unil.ch

EPFL RI SF
à l'att. de Mme Giuseppa Mandra
BI A1 518
Station 7

1015 L a u s a n n e

Tél. 021 / 693 20 89
Courriel SF.FNSComm@epfl.ch

Centre Hospitalier Universitaire Vaudois
Comptabilité
à l'att. de Mme M.-P. Harris
Rue du Bugnon 21

1005 L a u s a n n e

Tél. 021 / 314 69 77
Courriel marie-pierre.harris@chuv.ch

Lugano

Università della Svizzera Italiana
Servizio Ricerca
Signor Milan Savic
Via Lambertenghi 10a

6904 Lugano

Tél. 058 / 666 48 18
Courriel milan.savic@usi.ch

Lucerne

Universität Luzern
Finanz- und Rechnungswesen
zHv. Frau Doris Schmidli
Froburgstrasse 3
Postfach 4466

6002 L u z e r n

Tél. 041 / 229 50 40
Courriel doris.schmidli@unilu.ch

Neuchâtel

Université de Neuchâtel
Bureau des Fonds de tiers
Faubourg de l'Hôpital 106

2000 N e u c h â t e l

Tél. 032 / 718 10 73
Courriel mireille.jeanmonod@unine.ch

St. Gallen

Universität St. Gallen
Finanz- & Rechnungswesen
zHv. Herrn Thomas Rempfler-Neff
Bodanstrasse 3

9000 S t . G a l l e n

Tél. 071 / 224 28 12
Courriel thomas.rempfler@unisg.ch

Zurich

Finanzabteilung
der Universität Zürich
Fachstelle Drittmittel
Künstlergasse 17

8001 Z ü r i c h

Tél. 044 / 634 21 08
Courriel drittmittel@fi.uzh.ch

ETH-Zürich
Abteilung Rechnungswesen
zHv. Herr Pasquale Nigro
SEW C 27
Scheuchzerstrasse 70

8092 Z ü r i c h

Tél. 044 / 632 55 73
Courriel pasquale.nigro@fc.ethz.ch

Eidg. Forschungsanstalt für Wald
Schnee und Landschaft
zHv Frau Esther Moor
Zürcherstrasse 11

8903 B i r m e n s d o r f

Tél. 044 / 739 22 01
Courriel esther.moor@wsl.ch

Verwaltung E.A.W.A.G.
zHv Frau Barbara Breu Rütli
Ueberlandstrasse 133

8600 D ü b e n d o r f

Tél. 058 / 765 50 08
Courriel barbara.breu@eawag.ch

EMPA

zHv Frau Heidi Leutwyler
Ueberlandstrasse 129

8600 D ü b e n d o r f

Tél. 058/ 765 45 91

Courriel heidi.leutwyler@empa.ch

Paul Scherrer Institut

zHv Frau Tanja Hogg & Carola Bernauer
Drittmittel-Verwaltung

5232 V i l l i g e n P S I

Tél. 056 / 310 26 74

Courriel tanja.hogg@psi.ch

Annexe 10a : Accord de collaboration avec les services de gestion des subsides

(ch. 5.2 en lien avec le ch. 5.1, al. 1 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides)

Convention sur la collaboration entre

le Fonds national suisse (FNS)

et

le service de gestion des subsides (SGS) ¹⁶

I. Objet de la convention, but

Conformément à l'article 37 du règlement des subsides du FNS, les bénéficiaires font gérer les subsides que leur a versés le FNS par un service de gestion des subsides (SGS) reconnu par le FNS.

La présente convention règle la collaboration entre le FNS et les SGS. Elle garantit ainsi une présentation financière des comptes en bonne et due forme, homogène et dans les délais sur les subsides versés par le FNS.

II. Bases juridiques

La gestion des subsides du FNS s'appuie sur les bases suivantes :

1. Règlement des subsides du 27 février 2015 ;
2. Règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides du 9 décembre 2015 (annexes comprises) ;
3. Dispositions du FNS relatives à chaque instrument d'encouragement (règlements et mises au concours).

III. Reconnaissance d'un SGS

1. Le Secrétariat du FNS reconnaît le SGS d'une institution. Cette reconnaissance part du principe que le SGS s'engage à gérer les subsides conformément aux dispositions en vigueur édictées par le FNS relatives à la gestion des subsides et à la présente convention.
2. Le FNS ne reconnaît que les services de gestion des subsides qui gèrent au moins 20 subsides en moyenne par année.
3. La liste des services de gestion des subsides reconnus figure à l'annexe 9 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides.

¹⁶ La Convention est aussi valable pour d'autres unités organisationnelles qui s'occupent de la gestion des subsides au sein de l'institution.

IV. Droits et devoirs des SGS

1. Gestion des subsides ; principes

Le SGS assure la gestion centrale des subsides du FNS octroyés aux personnes affiliées à son institution. Il veille à gérer et à désigner les subsides du FNS de manière distincte des autres ressources de l'institution. Il garantit la gestion des subsides au moyen d'un service spécialisé suffisamment doté en personnel et en matériel.

2. Rapports financiers

Le SGS établit, en règle générale une fois par an, les rapports financiers intermédiaires et finaux selon les critères du FNS (présentation et degré de précision). Le SGS livre dans les délais les rapports au bénéficiaire de subsides pour la transmission au FNS.

3. Bénéficiaires de subsides travaillant dans des institutions différentes

Lorsque le FNS a octroyé un subside à plusieurs bénéficiaires, il verse le montant total au SGS du ou de la bénéficiaire chargé de la correspondance avec le FNS (art. 32, al. 3 du règlement des subsides). Dans ces cas-là, le SGS de la / du requérant-e à qui sont adressées les communications s'occupe d'établir le rapport financier du subside dans son ensemble.

4. Classement et archivage des justificatifs

Le classement et l'archivage des justificatifs remis se fait en accord avec le FNS. Si le classement et l'archivage se font sous forme électronique, le traitement des données sera conforme aux principes de régularité.

5. Contrôle des coûts imputables

Le SGS est tenu de contrôler que les bénéficiaires de subsides de son institution ne décomptent les coûts imputables sur le subside du FNS que conformément aux dispositions édictées par ce dernier.

6. Contrôle des salaires et conditions d'engagement

Le SGS est tenu de vérifier (au besoin avec le concours du service du personnel de l'institution) si les salaires, conditions d'engagement et charges sociales des collaboratrices et collaborateurs salariés par un subside du FNS (annexe 12 du règlement d'exécution général) correspondent aux dispositions du FNS.

7. Information aux bénéficiaires de subsides

Le SGS informe régulièrement les bénéficiaires sur le solde du compte de leur subside.

8. Accès aux tranches annuelles

Le SGS veille à ce que les bénéficiaires touchent les tranches annuelles à temps.

9. Procédure en cas d'inexactitudes et infractions

Le SGS attire le plus tôt possible l'attention des bénéficiaires de subsides sur d'éventuelles inexactitudes ou infractions qui iraient à l'encontre des dispositions du FNS en ce qui concerne l'utilisation du subside et entreprend les corrections requises.

10. Information au FNS

Le SGS informe le plus tôt possible le FNS en cas de conflits et de violations graves à l'encontre des règles du FNS en matière d'utilisation des subsides. Le FNS doit en particulier être informé le plus tôt possible lorsque les bénéficiaires sont empêchés d'exercer leur activité de recherche de manière durable ou temporaire. Dans ces cas-là, aucun paiement ne peut être porté au compte du subside du FNS avant que la situation ne soit éclaircie et le FNS définit les instructions à suivre.

11. Accès à mySNF

Le SGS a accès aux données relatives aux personnes et aux projets dans mySNF pour remplir ses tâches, dans la mesure où ces données concernent la gestion des subsides.

12. Placement des subsides du FNS

Le SGS est autorisé à placer les subsides du FNS pour en retirer un rendement, mais il engage sa responsabilité face au FNS pour toute perte éventuelle. Il n'existe aucune obligation de remettre au FNS les décomptes afférents aux rendements perçus et à leur utilisation.

V. Droits et devoirs du FNS

1. Information des SGS

Le FNS s'engage à informer les SGS des subsides octroyés aux bénéficiaires qui effectuent des travaux de recherche dans leurs institutions et de tous les autres faits importants pour la gestion des subsides. L'information concernant les subsides octroyés est transmise via mySNF.

2. Refus de payer

Le FNS est en droit de refuser le paiement de tranches aux bénéficiaires de subsides lorsque des rapports intermédiaires ou finaux manquent, lorsque les conditions établies par le FNS ne sont pas remplies ou que des obligations ne sont pas respectées.

VI. Assurance qualité

1. Discussions entre le FNS et les SGS

Des discussions et des entrevues ont lieu régulièrement entre les responsables des SGS et les personnes du FNS en charge du contrôle financier en vue de garantir la qualité. Ces discussions servent à clarifier des questions concernant la collaboration et la gestion des subsides.

2. Directives

Le FNS est en droit de donner au cas par cas des directives écrites aux SGS.

Pour le FNS:

Rosemarie Pécaut
Vice-directrice

Pour le service de gestion des subsides :

Annexe 10b : Convention sur la gestion d'un subside

(ch. 5.2 en lien avec le ch. 5.1, al. 3 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides)

Convention entre

le Fonds national suisse (FNS)

et

.....(le service de gestion)

concernant la gestion du

subside no

Bénéficiaire du subside

I. Objet de la convention, but

En principe, les bénéficiaires font gérer les subsides que leur a versés le FNS par un service de gestion des subsides (SGS) reconnu par le FNS.

Si cela n'est pas possible, les bénéficiaires peuvent gérer les subsides eux-mêmes ou les faire gérer par un autre service qui exécute cette activité fiduciaire conformément à l'art. 37, al. 3 du règlement des subsides en lien avec le ch. 5.1, al. 3 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides du FNS (RE).

La présente convention règle les devoirs de gestion, de contrôle et de diligence des services de gestion des subsides selon le ch. 5.1, al. 3 RE.

II. Bases juridiques

La gestion des subsides du FNS s'appuie sur les bases suivantes :

1. Règlement des subsides du 27 février 2015 ;
2. Règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides du 9 décembre 2015 (annexes comprises) ;
3. Dispositions du FNS relatives à chaque instrument d'encouragement (règlements et mises au concours).

III. Exigences à remplir par le service de gestion

Le service de gestion doit s'engager à être en mesure de gérer les subsides conformément aux dispositions en vigueur édictées par le FNS relatives à la gestion des subsides et à la présente convention.

IV. Droits et devoirs du service de gestion

1. Gestion des subsides ; principes

Le service garantit la gestion du subside du FNS susmentionné. Il veille à gérer et à identifier le subside du FNS de manière distincte des autres ressources du service.

2. Rapports financiers

Le service de gestion établit, en règle générale une fois par an, les rapports financiers intermédiaires et finaux selon les critères du FNS (présentation et degré de précision). Le service de gestion livre dans les délais les rapports au bénéficiaire de subsides pour la transmission au FNS.

3. Bénéficiaires de subsides travaillant dans des institutions différentes

Lorsque le FNS a octroyé un subside à plusieurs bénéficiaires, il verse le montant total au service de gestion du ou de la bénéficiaire chargé de la correspondance avec le FNS (art. 32, al. 3 du règlement des subsides). Dans ces cas-là, le service de gestion de la / du requérant-e à qui sont adressées les communications s'occupe d'établir le rapport financier du subside dans son ensemble.

4. Classement et archivage des justificatifs

En principe, les justificatifs transmis au FNS doivent être des originaux. Il est possible de les saisir sous forme électronique du moment que le service de gestion fournit la preuve que ses processus font l'objet d'audits et qu'il respecte l'obligation d'archivage de dix ans.

5. Contrôle des coûts imputables

Le service de gestion est tenu de contrôler que les bénéficiaires de subsides de son institution ne décomptent les coûts imputables sur le subside du FNS que conformément aux dispositions édictées par ce dernier.

6. Contrôle des salaires et conditions d'engagement

Le service de gestion est tenu de vérifier (au besoin avec le concours du service du personnel de l'institution) si les salaires, conditions d'engagement et charges sociales des collaboratrices et collaborateurs salariés par un subside du FNS (annexe 12 du règlement d'exécution général) correspondent aux dispositions du FNS.

7. Information aux bénéficiaires de subsides

Le service de gestion informe régulièrement les bénéficiaires sur le solde du compte de leur subside.

8. Accès aux tranches annuelles

Le service de gestion veille à ce que les bénéficiaires touchent les tranches annuelles à temps.

9. Procédure en cas d'inexactitudes et infractions

Le service de gestion attire le plus tôt possible l'attention des bénéficiaires de subsides sur d'éventuelles inexactitudes ou infractions qui iraient à l'encontre des dispositions du FNS en ce qui concerne l'utilisation du subside et entreprend les corrections requises.

10. Information au FNS

Le service de gestion informe le plus tôt possible le FNS en cas de conflits et de violations graves à l'encontre des règles du FNS en matière d'utilisation des subsides. Le FNS doit en particulier être informé le plus tôt possible lorsque les bénéficiaires sont empêchés d'exercer leur activité de recherche de manière durable ou temporaire. Dans ces cas-là, aucun paiement ne peut être porté au compte du subside du FNS avant que la situation ne soit éclaircie et le FNS définit les instructions à suivre.

V. Droits et devoirs du FNS

1. Information au service de gestion

Le FNS s'engage à mettre en ligne sur son site internet les informations pertinentes relatives à la gestion des subsides.

2. Refus de payer

Le FNS est en droit de refuser le paiement de tranches aux bénéficiaires de subsides lorsque des rapports intermédiaires ou finaux manquent, lorsque les conditions établies par le FNS ne sont pas remplies ou que des obligations ne sont pas respectées.

3. Directives

Le FNS est en droit de donner au cas par cas des directives écrites au service de gestion des subsides.

Pour le FNS:

Rosemarie Pécaut
Vice-directrice

Pour le service de gestion des subsides :

Annexe 11 : Personnes de contact au FNS (responsables financiers des secrétariats)

(ch. 6.7 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides) ;
version du 1.1.2016

Finanzbereichsleitende (Kontaktpersonen) des SNF

Responsables financiers des secrétariats (personnes de contact) au FNS

Abteilung Geistes- und Sozialwissenschaften / Division des sciences humaines et sociales

Daniel Waelti
Tel. 031 / 308 23 14 (direkt/direct)
031 / 308 22 22 (Zentrale/central)
E-Mail daniel.waelti@snf.ch

Abteilung Mathematik, Natur- und Ingenieurwissenschaften / Division des mathématiques, des sciences naturelles et de l'ingénieur

Thomas Schwarzenbach
Tel. 031 / 308 23 22 (direkt/direct)
031 / 308 22 22 (Zentrale/central)
E-Mail thomas.schwarzenbach@snf.ch

Abteilung Biologie und Medizin / Division de biologie et médecine

Adrian Schenk
Tel. 031 / 308 23 31 (direkt/direct)
031 / 308 22 22 (Zentrale/central)
E-Mail adrian.schenk@snf.ch

Abteilung Interdisziplinäre und Internationale Zusammenarbeit / Division pour la coopération interdisciplinaire et internationale (InterCo)

Jürg Schüpbach
Tel. 031 / 308 21 44 (direkt/direct)
031 / 308 22 22 (Zentrale/central)
E-Mail juerg.schuepbach@snf.ch

Abteilung Karrieren / Division Carrières

SNF-Förderungsprofessuren / Professeurs boursiers FNS, Assistant Professor (AP) Energy Grants, Ambizione, Ambizione Energy, Marie Heim-Vögtlin (MHV), Mobilitätsstipendien / bourses de mobilités, Rückkehrbeiträge / subsides de retour, ProDoc – Doktoratsprogramme / ProDoc – Programmes doctoraux, Doc.CH

Philippe Berset

Tel. 031/308 21 10 (direkt/direct)

031/308 22 22 (Zentrale/central)

E-Mail philippe.berset@snf.ch

Abteilung Programme / Division Programmes

Nationale Forschungsprogramme (NFP) / Programmes de recherche nationaux, Nationale Forschungsschwerpunkte (NFS) / Pôles de recherche nationaux (PRN), r4d Thematische call / r4d call thématique

Roman Sollberger

Tel. 031 / 308 21 05 (direkt/direct)

031 / 308 22 22 (Zentrale/central)

E-Mail roman.sollberger@snf.ch

Annexe 12 : Fourchettes salariales, directives pour les collaboratrices et collaborateurs, et charges sociales forfaitaires

(ch. 7.1 et suivants du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides) ; version du 1.4.2018

Remarques liminaires

Les trois catégories de collaboratrices et collaborateurs soutenus par des subsides du FNS sont les « doctorant-e-s », les « postdoctorant-e-s » et les « autres collaboratrices et collaborateurs ». Le FNS s'appuie sur le statut déterminant des collaboratrices et collaborateurs pour le projet de recherche concerné. Ce statut doit obligatoirement lui être communiqué.

Dans le cadre de sa mission d'encouragement, le FNS est tenu d'accorder une attention particulière à l'encouragement de la relève scientifique. Cela implique que les collaboratrices et collaborateurs financièrement soutenus par le FNS ne peuvent pas rester dans une des trois catégories définies pour une longue période.

Pour les doctorant-e-s, l'objectif est de pouvoir achever rapidement leur thèse. La durée de financement maximale est de quatre ans.

Pour les postdoctorant-e-s, l'objectif est de pouvoir se qualifier aussi rapidement que possible pour un travail scientifique autonome menant à une capacité concurrentielle internationale et à des chances de carrière optimales. La durée de financement maximale est de cinq ans.

Pour les autres collaboratrices et collaborateurs, l'objectif est de mettre à la disposition du projet de recherche le personnel qualifié nécessaire pour des contributions spécifiques. Par conséquent, les collaboratrices et les collaborateurs de la catégorie « autres collaboratrices et collaborateurs » ne peuvent pas être financés durant une longue période sans interruption par des subsides du FNS. Il n'appartient pas à la mission d'encouragement du FNS de prendre en charge le financement durable de postes de collaboratrices et de collaborateurs de projets dans les institutions.

12.1 Fourchette salariale pour les doctorant-e-s

La fourchette ci-dessous se réfère à des salaires annuels bruts (sans les cotisations sociales versées par l'employeur). La limite minimale de la fourchette salariale pour les doctorant-e-s doit être respectée indépendamment du taux d'occupation. Si le salaire est financé par diverses sources de financement, leur cumul doit atteindre le salaire minimal. Pour les doctorants, il existe un « protected time » minimal de 60 % (ch. 7.6 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides).

Doctorant-e-s

CHF 47 040.- à 50 040.-

Pour les doctorant-e-s, la durée d'engagement financée par le FNS est d'au maximum 4 ans. En ce qui concerne la durée d'engagement et le taux d'occupation minimal, se reporter également aux chiffres 7.3 et 7.6 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides.

12.2 Fourchettes salariales pour les postdoctorant-e-s et les autres collaboratrices et collaborateurs

Les fourchettes ci-dessous se réfèrent à des salaires annuels bruts (sans les cotisations sociales versées par l'employeur), calculés selon un taux d'occupation de 100 %. Pour les taux moins élevés, les montants sont réduits de façon proportionnelle.

Postdoctorant-e-s CHF 80 000.- à 105 000.-

Autres collaboratrices et collaborateurs (voir directives ci-après) : CHF 40 000.- à 105 000.-

La catégorie « autres collaboratrices et collaborateurs » comprend : les diplômé-e-s n'envisageant pas le doctorat, les titulaires d'un doctorat ne remplissant pas les conditions de la catégorie « postdoctorant-e-s » du point de vue de la durée d'engagement et des créneaux temporels, les collaborateurs techniques, le personnel auxiliaire.

12.3 Directives générales

Les directives générales suivantes s'appliquent aux engagements financés par des subsides du FNS :

- Les institutions peuvent appliquer leurs normes salariales usuelles dans la limite des fourchettes salariales.
- Les institutions sont responsables de l'égalité des salaires en leur sein.
- Les taux d'occupation imputés aux subsides pour les collaboratrices et collaborateurs doivent correspondre au temps effectif dédié au projet.
- Les autres collaboratrices et collaborateurs peuvent uniquement être salariés par le biais de subsides du FNS s'ils fournissent une contribution spécifique au projet de recherche. Les frais salariaux des autres collaboratrices et collaborateurs ne peuvent pas être imputés de manière ininterrompue aux subsides du FNS sur une longue période. Tous les engagements et bourses financés par le FNS à partir du doctorat sont pris en compte pour un financement ininterrompu de la part du FNS. Les absences de financement de quelques mois ne sont pas considérées comme une interruption du financement du FNS. Les autres collaboratrices et collaborateurs ne peuvent pas bénéficier de mesures d'encouragement de la carrière.
- Lors de l'établissement du budget, le salaire pour les postes dont la ou le titulaire n'est pas encore connu (postes NN à pourvoir) est calculé sans progression et au maximum selon le salaire moyen de la fourchette salariale correspondante. Toute exception concernant des salaires plus élevés que le salaire moyen doit faire l'objet d'une justification lors du dépôt de la requête. Les postes NN à pourvoir pour les doctorant-e-s peuvent être budgétés avec une progression annuelle (salaire de la 1^{re} à la 4^e année) à l'intérieur de la fourchette.
- Les salaires imputés peuvent correspondre au maximum aux salaires effectivement versés et doivent être exempts de tous frais supplémentaires, comme des frais d'overhead.
- Le FNS autorise des postes de doctorant-e-s dans des hautes écoles spécialisées et pédagogiques lorsqu'il est établi qu'elles entretiennent une bonne collaboration scientifique avec une université en Suisse. Le FNS n'autorise en principe pas les postes de doctorants avec immatriculation à l'étranger, à l'exception des disciplines des hautes écoles spécialisées et pédagogiques qui ne disposent pas de partenaire universitaire en Suisse.

12.4 Modifications des fourchettes

Le contrôle périodique des fourchettes salariales est délégué au Secrétariat du FNS. Il décide en dernier ressort d'adapter les salaires jusqu'à hauteur de la dernière évolution salariale générale. Il n'est cependant pas tenu de procéder à un ajustement par rapport à l'évolution générale des salaires. En ce qui concerne des augmentations salariales plus élevées, la décision échoit à la présidence du Conseil de la recherche. Les adaptations entrent en général en vigueur le 1^{er} janvier et sont communiquées à l'avance aux institutions.

12.5 Charges sociales forfaitaires

Pour plus de simplicité, le FNS verse sous la forme d'un forfait pour les collaboratrices et collaborateurs rémunérés par des subsides du FNS la contre-valeur des cotisations légales dues par l'employeur, conformément à la LAVS, LAI, LAPG, LPP, LACI et LAA, ainsi que les allocations familiales éventuelles ou tout autre complément conforme aux usages locaux. Les charges sociales doivent être décomptées en fonction des frais effectifs dans les rapports financiers.

Les forfaits¹⁷ pour les cotisations de l'employeur aux charges sociales s'élèvent (en pourcentage de la masse salariale brute déterminante) à :

Université de Bâle	14 %
Université de Berne	15 %
EPFL	16 %
EPFZ	16 %
EAWAG, EMPA, PSI, WSL	16 %
Université de Fribourg	19 %
Université de Genève (y compris IHEID)	23 %
Université de Lausanne (y compris CHUV)	16 %
Université de Lugano	14 %
Université de Lucerne	16 %
Université de Neuchâtel	22 %
Université de Saint-Gall	14 %
Université de Zurich	15 %
Autres institutions, en général	16 %

¹⁷ Chiffre 7.9 du règlement d'exécution général.

Annexe 13 : Contrat-type de travail

(ch. 7.8 et 7.9 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides) ; version du 1.1.2016

Contrat de travail

entre

(Nom de l'employeur, cf. art. 38 du règlement des subsides)

et

(Nom de l'employé-e)

1. Engagement

L'employé-e est engagé-e dans le cadre du subside FNS no _____
pour le projet de recherche

(Titre du projet de recherche)

en tant que : postdoctorant-e
 doctorant-e
 autre collaboratrice/teur

Les rapports de travail commencent le _____ (date de début).
Ils sont – de durée déterminée jusqu'au _____ (date de fin).

– de durée indéterminée. (Veuillez biffer ce qui ne convient pas.)

Le lieu de travail est à _____.

Supérieur-e hiérarchique ayant droit

de donner des instructions : _____
(Nom du bénéficiaire du subside responsable)

2. Descriptif de poste

Le descriptif de poste est joint au contrat de travail.

3. Taux d'occupation

Le taux d'occupation s'élève à _____ %, le temps de travail hebdomadaire moyen équivaut à _____ heures. Les prestations dépassant le temps de travail convenu sont considérées comme des heures supplémentaires. En règle générale, elles doivent être compensées par du temps libre.

Extrait du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides (chiffre 7.6)

Pour les doctorant-e-s, le taux d'occupation minimal est de 60 %. Dans le cadre de leur engagement financé par le subside FNS, les doctorant-e-s employés à 60 % se voient exclusivement confier des tâches qui sont directement liées avec le projet de recherche mentionné plus haut.

Les doctorant-e-s dont le taux d'occupation est supérieur à 60 % peuvent participer à d'autres activités de l'institution dans le cadre de leur engagement financé par le subside FNS, et cela jusqu'à hauteur de 20 % au-delà de ce seuil de 60 %.

Lorsqu'ils sont salariés par le FNS, les postdoctorant-e-s ne peuvent pas être engagés pour plus de 20 % (calculé sur un temps plein de 100 %) dans des activités de l'institution qui ne servent pas directement leur qualification scientifique. Si les postdoctorant-e-s sont simultanément rémunérés par un autre moyen, ils peuvent également uniquement être engagés dans des activités de l'institution sur une minime partie de leur temps de travail financé par le FNS.

4. Vacances

Le droit aux vacances s'élève à _____ semaines par année (art. 329a CO).

5. Salaire

Le salaire brut se monte à _____ francs par année, sur la base de la classe de salaire _____. Les cotisations légales, contractuelles ou réglementaires (LAVS, LAI, LAPG, LPP, LACI, LAA et caisse de retraite) de l'employé-e sont déduites du salaire brut.

Extrait de l'annexe 12 du règlement d'exécution général relatif au règlement des subsides

Les fourchettes salaires du FNS sont les suivants (il s'agit des salaires annuels bruts minimaux sans les cotisations sociales versées par l'employeur).

- | | |
|--|-------------------------|
| a) Pour les doctorants | 47 040 à 50 040 francs |
| b) Pour les postdoctorant-e-s | 80 000 à 105 000 francs |
| c) Pour les autres collaboratrices et collaborateurs | 40 000 à 105 000 francs |

6. Maintien du paiement du salaire (maladie, accident, maternité, prévoyance professionnelle)

Les dispositions en matière de droit du personnel de l'employeur s'appliquent, et subsidiairement celles du droit des obligations.

7. Protection de la personnalité

L'employeur ne tolère ni harcèlement sexuel, ni aucun comportement discriminatoire et réprime toute autre atteinte au droit de la personnalité sur le lieu de travail. En cas d'infraction, l'employeur soutient activement l'employé touché et prend les sanctions qui s'imposent.

8. Propriété intellectuelle

La propriété des résultats issus du projet de recherche mentionné au chiffre 1 est régie par les dispositions ad hoc édictées par l'employeur.

Les bénéficiaires de subsides doivent régler, d'entente avec leur employeur, les droits relatifs aux résultats de recherche au plus tard jusqu'à la fin des travaux de recherche soutenus par le FNS. Les bénéficiaires accordent aux collaboratrices et collaborateurs les droits de regard et d'auteur à la hauteur de leur contribution scientifique.

9. Délais de résiliation

Les 3 premiers mois du présent engagement sont considérés comme temps d'essai durant lequel chacune des parties peut résilier le contrat par préavis écrit pour la fin d'une semaine de travail, moyennant un délai de 7 jours. Après le temps d'essai, les parties peuvent résilier le contrat pour la fin d'un mois en respectant les délais suivants.

Durée d'engagement jusqu'à 1 an	1 mois
Durée d'engagement de 1 à 3 ans	2 mois
Durée d'engagement de plus de 3 ans	3 mois

La résiliation doit être notifiée par écrit.

Les parties peuvent résilier immédiatement l'engagement pour de justes motifs (art. 337 CO).

Demeurent réservées les dispositions des art. 336 ss CO contre la résiliation abusive et la résiliation en temps inopportun (grossesse/maternité, maladie, accident, obligation de servir, etc.).

10. Droit applicable

Sous réserve des clauses du présent contrat, les dispositions en matière de droit du personnel de l'employeur et celles du droit des obligations s'appliquent de manière complémentaire.

Le présent contrat est établi en trois exemplaires originaux. L'employé-e, l'employeur, ainsi que la/le supérieur-e hiérarchique en reçoivent chacun-e un exemplaire dûment signé.

Lieu et date : _____

L'employeur : _____
(Nom et signature)

L'employé-e : _____
(Nom et signature)

La/le supérieur-e hiérarchique : _____
(Nom et signature)

Annexes

Descriptif de poste

Règlement du personnel de l'employeur

Règlement de la caisse de retraite